

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

**pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)
N°11, avril 2012 — 1 € (soutien : 2 €)**

**Quel que soit le futur président, nous devons nous
préparer à un plan d'austérité d'une grande violence**

**Seule la lutte des classes
permettra de le vaincre !**



**Mélenchon : un sauveur
pour les travailleurs ?**



**Le 22 avril,
votons Philippe Poutou,
candidat anticapitaliste !**



**Pourquoi nous n'appellerons pas
à voter Hollande au second tour**

Quel que soit le futur président, nous devons nous préparer à un plan d'austérité d'une grande violence

Seule la lutte des classes permettra de le vaincre !

La crise de la dette publique, qui frappe au premier chef l'Europe, entraîne maintenant l'Espagne dans la spirale infernale où la Grèce est déjà plongée. Contre les attaques sans précédent qu'ils subissent au nom de la dette, les travailleurs, travailleuses et jeunes de l'État espagnol se sont mobilisés le 29 mars par des manifestations gigantesques et la grève interprofessionnelle la plus massive depuis la lutte révolutionnaire des années 30. Les bourgeoisies de toute l'Europe tremblent face à ce qui risque de se passer maintenant : la hausse des taux d'intérêt auxquels emprunte l'État espagnol ne peut conduire qu'à un nouvel épisode majeur de la crise en Europe ; or, au-delà des violentes attaques contre les travailleurs, les mécanismes financiers anti-crise péniblement mis en place par les principales bourgeoisies risquent d'être impuissants en cas de défaut de paiement — *a fortiori* si la crise repart dans un autre pays comme l'Italie... ou la France.

Pourtant, la crise est la grande absente de la campagne présidentielle. Sarkozy comme Hollande n'osent pas annoncer la vérité de la politique que l'un comme l'autre seront contraints de mener, à savoir un plan d'austérité d'une grande violence. La monstrueuse tuerie de Toulouse et les faits divers sont instrumentalisés pour justifier la surenchère sécuritaire de Sarkozy, qui drague maintenant explicitement les électeurs du FN. De son côté, Hollande se pose en homme d'État responsable qui fera de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité une priorité,

alors qu'il est incapable ne serait-ce que de promettre quelques mesures sociales. C'est pourquoi nous combattons tout autant le programme de Sarkozy que celui de Hollande et que nous n'appellerons pas à voter pour ce dernier car les travailleurs n'ont pas à choisir la sauce à laquelle ils seront mangés (cf. la motion de la Tendence CLAIRE au CPN du NPA et l'article de Gaston Lefranc).

La dynamique de la campagne électorale de Mélenchon montre qu'une partie importante des travailleurs et des jeunes cherche une alternative politique à la fausse alternance UMP/PS. Outre l'électorat du PCF et de nombreux syndicalistes, le Front de gauche attire des travailleurs, des jeunes et des femmes qui luttent, en particulier une partie de celles et ceux qui avaient voté pour l'extrême gauche en 2002 et 2007. La volonté de changements radicaux et le talent de Mélenchon ne doivent cependant pas conduire à prendre les vessies pour des lanternes, au risque de dangereuses désillusions. C'est pourquoi, au-delà des discours de meetings et des effets de manche de Mélenchon, nous consacrons une analyse détaillée du « Programme populaire partagé » du Front de gauche, en montrant qu'il s'inscrit dans le cadre du capitalisme et de ses institutions et que ses promesses relèvent dès lors d'une véritable arnaque politique (cf. l'article d'Antoni Mivani).

Les deux candidats d'extrême gauche, Nathalie Arthaud pour LO et Philippe Poutou pour le NPA, mettent en avant un ensemble de revendications justes,

en appellent à la lutte de classes pour changer les choses et à la prise en main par les travailleurs de leur propre destin. Nous avons d'ailleurs mené, en vain, un combat dans le NPA pour proposer une candidature commune LO/NPA pour ces élections présidentielle et législatives. Cependant, l'un et l'autre ne préparent pas suffisamment les travailleurs à affronter le violent plan d'austérité qu'ils auront à combattre, quel que soit le vainqueur de la présidentielle, car ils s'en tiennent pour l'essentiel à des généralités sur les luttes, certes justes, mais insuffisantes. Or les exemples vivants des grandes luttes des dernières années en France, comme celle de 2010 contre la réforme des retraites ou celle de 2009 contre les fermetures de boîtes et les licenciements, mais aussi celles toutes récentes de Grèce et d'Espagne montrent que, pour vaincre, il faut se préparer à la grève générale et par conséquent contrer les manœuvres des directions syndicales et des partis de gauche, qui partout ont conduit ces grandes luttes à la défaite. Les deux candidats d'extrême gauche ne défendent pas non plus de programme révolutionnaire dans cette campagne, alors que c'est le seul à même d'éviter aux travailleurs, aux jeunes et aux femmes de payer la facture de la crise en traçant la voie de la rupture avec le capitalisme. Ainsi les deux organisations refusent-elles d'expliquer que la satisfaction des revendications nécessite la mise en place d'un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions capitalistes, qui exproprie-rait sans indemnités ni rachat, et

sous contrôle des travailleurs auto-organisés, les groupes du CAC 40. On pourrait illustrer de façon vivante cet axe à partir des exemples les plus scandaleux, comme Total, qui fait plus de 10 milliards de profits, ne paye pas d'impôt, a fermé sa raffinerie de Dunkerque et s'apprête maintenant à fermer sa production pétrolière dans le bassin de Lacq, offrant par là une perspective politique aux luttes immédiates des travailleurs. Au lieu de cela, LO et le NPA ne se démarquent pas de façon assez fondamentale du Front de gauche, alors même que le dynamisme de celui-ci permettrait d'attirer l'attention de centaines de milliers de travailleurs, jeunes et femmes radicalisés, en portant le fer contre le réformisme.

La campagne du NPA a cependant le mérite de défendre comme un axe central le combat contre

le racisme à un moment où la bourgeoisie lance une offensive sur ce sujet, pour tenter de diviser la riposte des travailleurs à ses attaques, et la perspective internationaliste face à la petite musique du patriotisme économique qui marque la campagne, y compris celle du Front de Gauche qui, sous couvert de références à la révolution de 1789, masque surtout le caractère bourgeois et impérialiste de la France et de sa République. De plus, Philippe Poutou est le seul candidat à porter l'exigence écologiste vitale d'une sortie du nucléaire en 10 ans. De façon générale, il dénonce le capitalisme, en appelle aux luttes, à leur convergence et à la préparation immédiate de la résistance active au violent plan d'austérité au prochain gouvernement quel qu'il soit. La priorité est en effet, au-delà de la séquence élec-

torale, de comprendre que seule la lutte des classes, et l'unité dans les luttes, nous permettra de ne pas être écrasés par l'approfondissement inévitable de la crise, et de porter à partir de là une perspective anticapitaliste la plus avancée possible. C'est pourquoi, tout en ayant bataillé constamment depuis de longs mois pour une orientation réellement révolutionnaire de notre parti, et en poursuivant sans relâche le combat pour nos idées et propositions, en interne comme dans nos textes publics, nous dépensons toute notre énergie militante pour assurer la meilleure réussite possible de la campagne du NPA :

LE 22 AVRIL, VOTEZ PHILIPPE POUTOU, CANDIDAT ANTICAPITALISTE ET REJOIGNEZ LE NPA !

Ludovic Wolfgang

FRANCE

Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ?

Analyse critique du programme du Front de Gauche :

l'utopie d'un capitalisme à visage humain

Mélenchon : un représentant de la « gauche radicale » ?

Depuis que la crise a éclaté les capitalistes redoublent de coups contre les travailleurs : plan d'austérité, blocage des salaires, chômage partiel, licenciements, travail forcé pour les Rmistes, chasse aux sans-papiers, etc. Et tout à coup, depuis janvier 2009 environ, un vieux politicien bourgeois, membre du cabinet du maire PS de Massy dès 1978, devenu sénateur du PS dès 1986, soutien enthousiaste de Mitterrand même après le fameux tournant de la

rigueur, ex-ministre de Jospin le privatiseur-flexibilisateur, se met à tenir un discours virulent contre les banquiers. Certes, ce tournant avait été préparé par son courant « de gauche » au sein du PS, puis par son combat pour le non au TCE malgré l'oukase de la direction du PS. Cependant, il avait soutenu sans sourciller Royal à la présidentielle de 2007, dont le programme était pleinement capitaliste et n'a jamais renié son passé, notamment sa participation active au gouvernement Jospin. Pourtant, peu à peu, alors que la crise s'aggrave, les médias au service du

patronat et de Sarkozy, ont tout à coup intronisé ce vieux politicien bourgeois, habitué des salons dorés de la République, représentant de la « gauche radicale » et le porte-parole des travailleurs en colère. Mais qu'en est-il en réalité ?

Mélenchon aux Échos : « Les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de mon programme »¹

Mélenchon explique que les capitalistes n'ont pas à avoir peur de son programme. Alors, de deux choses l'une : soit cela veut dire

1. Interview de J.L. Mélenchon aux Échos du 18/03/2012.

que les revendications des travailleurs et les besoins du capital peuvent être conciliés, soit cela signifie que le programme de Mélenchon est prêt à renoncer à la satisfaction de leurs revendications si elles s'avèrent incompatible avec le capitalisme. Et, en effet, il ne répond pas à des revendications essentielles des travailleurs (retour au 37,5 annuités de cotisation pour la retraite, fin du travail précaire dans le privé, interdiction des licenciements, etc.). Pourquoi ? Pour ne pas faire « peur aux investisseurs »...

Cependant, Mélenchon défend en tous les cas en paroles de nombreuses mesures favorables aux ouvriers et aux employés (hausse des salaires, blocage des loyers, suppression de la précarité dans la Fonction Publique, taxation importante du capital, etc.). Mais il prétend appliquer ces mesures dans le cadre du capitalisme et des institutions actuelles quelque peu réformées. C'est illusoire ou trompeur : la simple taxation sérieuse du capital et des riches pose le problème de la fuite des capitaux, sur laquelle Mélenchon reste muet. Pourquoi ? S'agirait-il de promesses électorales nullement destinées à être appliquées. De façon particulièrement significative, alors qu'il a été capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes son défilé à la Bastille le 18 mars, c'est-à-dire pour les élections, le Front de Gauche, tout comme les directions syndicales et le PS, ont refusé, lorsque le NPA le lui a proposé, de mobiliser les travailleurs contre le plan d'austérité Sarkozy-Fillon en novembre 2011. Pourquoi ? Parce qu'ils craignent que la mobilisation indépendante des travailleurs contre la politique d'austérité menée aujourd'hui par Sarkozy ne se retourne immédiatement contre celle de son succes-

seur, très probablement Hollande.



Enfin, il y a une contradiction criante entre les paroles et les actes. Partout où le Front de Gauche ou des forces comparables sont ou ont été au pouvoir, ils ont gouverné contre les travailleurs : dès 1982, Mitterrand, modèle de Mélenchon, après quelques mesures sociales, a dû passer très vite au tournant de la rigueur, parce qu'il refusait de rompre avec le capitalisme ; là où Die Linke (La Gauche) a été au pouvoir dans les régions en Allemagne, il a aidé le SPD (parti socialiste) à mener sa politique de casse sociale ; dans les régions, les départements et les mairies en France, le Front de Gauche, qu'il participe ou non aux exécutifs, soutient et vote la politique capitaliste du PS. Et quand le mouvement des masses déferle posant la question de la grève générale, comme en 2010 dans la lutte sur les retraites, le Front de Gauche en appelle au référendum. Cette discordance entre la parole et les actes prépare une terrible désillusion pour les travailleurs et la jeunesse. Afin qu'elle ne se traduise pas par un nouveau dégoût de la politique ou un renforcement de l'extrême droite, il faut dès aujourd'hui, à contre-courant, dire la vérité aux travailleurs sur les tromperies du Front de Gauche. En même temps, il faudra se battre pour mettre en place dès les premières mesures d'austérité du vainqueur des élections des comités pour les combattre, regroupant tous les partis et syndicats qui s'y opposeront, mais surtout largement ouvert aux travailleurs et à la jeunesse.

I) Les limites du programme du Front de Gauche

A) Sur quelques revendications vitales pour les travailleurs

1) Contre le retour au 37,5, Mélenchon se prononce pour les 40 annuités de cotisation !

Les « réformes » des retraites se sont succédées à un rythme accéléré. En 1993, Balladur imposait aux travailleurs du privé 40 ans de cotisation pour avoir une retraite à taux plein et faisait passer la base de calcul des 10 meilleures années au 25 meilleures années, amputant à terme les retraites de 25% à 30%. Le gouvernement de gauche plurielle de 1997 à 2002, PS-PCF-Verts-Radicaux-MRC, dont Mélenchon a été ministre, n'est pas revenu sur cette réforme inique. En 2003, Fillon a imposé le passage à 40 annuités de cotisation pour les fonctionnaires et supprimé les mesures compensant pour les femmes le poids de la maternité. En 2007, c'était au tour des régimes spéciaux. Enfin, en 2010, Sarkozy et Fillon ont fait passer le nombre d'annuités à 42 annuités et ont mis en place un régime de décote particulièrement brutal, qui va faire baisser lourdement les pensions.

Que propose le Front de Gauche sur le sujet ? Dans son programme on lit : « Droit à la retraite à taux plein à 60 ans (75% du salaire de référence) » (Programme populaire et partagé du Front de gauche – PPPFG, p. 3)¹. Formule trompeuse, car elle suggère et est souvent comprise par les travailleurs comme signifiant : retraite à taux plein à 60 ans. Mais non ! « Droit à », cela veut dire : pourront partir en retraite à 60 ans (sans décote) tous ceux qui auront cotisé le nombre d'annuités nécessaires. Quel nombre d'années de cotisations le Front de Gauche défend-il ? Il n'y en a pas trace dans son programme. Mais Mélen-

1. La pagination est celle du document électronique téléchargeable sur le site du Front de Gauche.

chon a avoué le pot aux roses dans un débat télévisé (« Mots croisés », le 06/12/2010) avec son vieil ami Michel Sapin, expert financier du PS¹ : « *Est-ce que ce sera pour la retraite à 60 ans, si vous avez le pouvoir, 40 ans ou 42 ans ? Avec moi, c'est 40 ans, vous c'est 42. Et les électeurs tranchent. (...)* ». Sapin lui rétorque amusé : « *Ah bon, c'est pas 37 annuités et demi ?* » N'obtenant pas de réponse, Sapin insiste ironique : « *Je croyais que c'était 37 annuités et demi* ». Mélenchon finit par lâcher : « *Eh bien tu vois tu as mal écouté* ».

Plus encore qu'en 2003, en septembre-octobre et novembre 2010, des millions de travailleurs ont défilé et fait grève contre la réforme des retraites de Sarkozy-Fillon, bien souvent sous les mots d'ordre : 37,5 pour tous, public-privé... ! Mélenchon, soi-disant de la gauche radicale, corrige ces irresponsables : ce sera 40 annuités ! Bref, Mélenchon entérine finalement la mesure phare des réformes de Balladur 1993 et de Fillon 2003.

Mais, au fait, pourquoi 40 annuités ? Pourquoi cet homme qui se targue d'être si radical mégote à 2,5 années près ici ? Aurait-il peur des réactions que pourrait déclencher au sein de la « finance internationale » (sic) qu'il dit combattre le retour au 37,5 ?

2) Supprimer très progressivement la précarité dans le public et la laisser subsister dans le privé

Le FdG dit : « Nous titulariserons les 800 000 précaires de la Fonction publique »

C'est évidemment une excellente position, si elle signifie bien la titularisation immédiate et sans condition des 800 000 précaires concernés. Or, premier problème,

le programme du FdG n'apporte pas de précisions sur ces points.

Ensuite, ce qui est étonnant, c'est que les collectivités locales gérées par le Front de Gauche sont loin de n'employer aucun précaire : pourtant, si c'est vraiment sa position de fond, qu'est-ce qui l'empêche de la mettre en pratique là où il est déjà au pouvoir (mairies) ? Qu'est-ce qui l'empêche de le proposer là où il fait partie de la majorité avec le PS, comme à la mairie de Paris, qui emploie environ 20 000 précaires ? Qu'est-ce qui l'empêche de refuser de voter le budget PS de la mairie de Paris qui implique ces 20 000 précaires au lieu de fonctionnaires ? Rien, sinon, la volonté politique.

D'ailleurs, Mélenchon a été membre du gouvernement Jospin qui n'a pas fait reculer la précarité dans la Fonction Publique, bien au contraire... : non seulement, il n'a pas titularisé, mais il a créé des emplois précaires nouveaux, les emplois jeunes.

Enfin, dans la pratique, que fait le Front de Gauche pour obtenir cette titularisation ? Dans les syndicats qu'il dirige ou influence, comme la CGT et la FSU, le mot d'ordre pour une titularisation sans condition n'est pas adopté². Et les dirigeants syndicaux font encore moins pour lancer une vaste campagne de mobilisation sur le mot d'ordre de titularisation. Malgré les combats locaux courageux, comme celui des travailleurs de l'ENS, qui prouve que l'on peut faire grève pour la titularisation, les dirigeants nationaux restent inertes. S'ils ont finalement soutenu après trois mois d'attentisme la lutte de l'ENS, ils ont souvent critiqué auprès des travailleurs la revendication de titularisation comme une dangereuse utopie des gauchistes du NPA...

Dans le privé, « limitation drastique des contrats précaires » dit le FdG, c'est-à-dire jusqu'à 10% de CDD et intérimaires dans le PME, 5% ailleurs : autant qu'aujourd'hui !

Derrière le bel emballage de la « limitation drastique des contrats précaires » (petit dépliant de 4 pages au format A5 du Front de Gauche, intitulé « Prenez le pouvoir ! », p. 2) se cache un contenu moins alléchant : « *Un quota maximal d'intérimaires et de contrats à durée déterminée égal à 5 % des effectifs dans les grandes entreprises et 10 % dans les PME sera instauré sauf dérogation justifiée* » (Programme populaire et partagé du Front de gauche – PPPFG - p. 5). C'est clair : dans l'hypothétique VI^e République mélenchonienne, il y aurait encore des intérimaires et des CDD. Les intérimaires sont des travailleurs presque sans possibilité de se défendre car, s'ils osent protester contre l'exploitation patronale, leur entreprise d'interim ne leur donne plus de missions. En outre, ils sont virés du jour au lendemain dès que le patron n'en a plus besoin, ce qui arrive souvent en temps de crise... Quant aux CDD, ils sont eux aussi obligés de faire profil bas, s'ils veulent un jour se faire embaucher en CDI. Mais, alors, où est la différence ? Alors que la part des CDD et de l'intérim dans l'emploi privé est de 15% environ aujourd'hui, il serait de près de 10% (car la plupart des salariés travaillent dans des PME) si Mélenchon appliquait son programme. Une limitation pas si « drastique » que cela de la précarité...

En un sens, du point de vue des revendications, cette différence de traitement entre public et privé est

1. Cf. l'article détaillé sur le sujet publié sur Bellaciao, à l'adresse <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article124492>

2. On vient encore d'en avoir tout récemment la preuve lors du congrès de mars 2012 du SNES Créteil, syndicat notoirement dirigé par le Front de Gauche. Certes, le congrès s'est prononcé pour la titularisation de « tous » les précaires, mais il a rejeté la motion défendue par la tendance oppositionnelle *Émancipation* précisant « *titularisation immédiate, sans conditions restrictives de concours, ni de nationalité* ». On comprend donc que pour le Front de Gauche, ces titularisations ne seront pas immédiates. Deuxièmement, on voit qu'il est hors de question pour lui de titulariser les précaires qui ne sont pas ressortissant de l'UE, ce qui est vraiment honteux. Enfin, la condition pour pouvoir être titularisé sera de réussir un concours, ce qui est aléatoire. Bref, avec le Front de Gauche, le calvaire des précaires de la Fonction Publique est loin d'être fini...

illogique. Si la précarité est insupportable dans le public, elle l'est tout autant dans le privé. S'il faut la supprimer dans le public, alors il faut faire de même dans le privé. Mais ce recul devant une mesure élémentaire pour les travailleurs est parfaitement logique du point de vue de Mélenchon, car il ne veut pas rompre avec le capitalisme : or, aujourd'hui la compétition capitaliste mondiale exige qu'il y ait des emplois précaires. Pour ne pas effrayer les investisseurs, Mélenchon choisit donc de sacrifier les précaires. Voilà la réalité du programme du Front de Gauche...

3) Mélenchon veut encadrer les licenciements, non les empêcher, encore moins les interdire

« Nous rétablirons l'autorisation administrative de licenciement. Nous interdirons les licenciements boursiers ainsi que la distribution de dividendes pour les entreprises qui licencient » (PPPFG, p. 5). On le voit, dans l'hypothétique VI^e République mélenchonienne, il y aurait encore des licenciements, quoiqu'un peu plus encadrés qu'aujourd'hui.

L'autorisation administrative de licenciement, une épée sans tranchant

L'autorisation administrative de licenciement a existé en France jusqu'en 1986. On sait qu'elle n'a pas empêché des centaines de milliers de licenciements, puisque le chômage est passé en France de 1 million en 1977 à plus de 2 millions en 1986, malgré l'autorisation administrative de licenciement. Pourquoi ? Parce que la crise capitaliste commençait à faire ses effets, parce que la politique keynésienne de l'idole de Mélenchon, Mitterrand, produisait ses « miracles », parce que le tournant de la rigueur inévitable vu qu'ils refusaient rompre avec le capitalisme ne pouvait rester sans conséquences. Prétendre combattre les licenciements provoqués par la

crise capitaliste de l'ampleur actuelle avec l'autorisation administrative de licenciement, c'est un peu comme vouloir vider l'eau du Titanic avec un gobelet...

Le tour de passe-passe du prétendu « licenciement boursier »

Mélenchon ne veut pas se prononcer pour l'interdiction pure et simple des licenciements. Mais, comme les travailleurs sont frappés de plein fouet par ce fléau capitaliste, il ne peut pas non plus ne rien dire. Alors il parle d'interdire les « licenciements boursiers ». De quoi s'agit-il ? Mélenchon répond : des licenciements seulement faits pour faire monter le cours de bourse... Mais, d'un côté, la plupart des entreprises en France ne sont pas cotées en bourse ! Et, de l'autre, tout licenciement fait par le patronat, est au bout du compte déterminé par les exigences des actionnaires, qui veulent que leur entreprise produise des profits, verse des dividendes et reste compétitive ; cela doit donc être aussi le cas de leurs filiales, sous-traitants, etc., bref de la plupart des entreprises. Si Mélenchon ne cherchait pas à nous entourlouper, il pourrait, même si ce serait insuffisant, dire par exemple clairement qu'il serait pour interdire aux entreprises qui font du profit de licencier. Mais il ne le dit même pas cela... ! D'ailleurs, le travailleur licencié se moque bien de savoir pour quelle raison exactement il l'a été : ce qu'il veut, c'est garder son travail. Point.

Là encore, son refus de rompre avec le capitalisme le conduit inévitablement à accepter ce qui est inséparable du capitalisme, le droit des patrons à licencier les salariés quand ils ne leur sont plus utiles. Mais c'est justement cela que les travailleurs ne peuvent pas accepter. Là encore, le programme du Front de Gauche est conçu pour ne pas effrayer les investisseurs, pas pour satisfaire les revendications des travailleurs.

4) Et le chômage ?

Il y a aujourd'hui en France plus de 2,8 millions de travailleurs privés d'emploi de catégorie A et près de 5 millions, si on comptabilise aussi ceux qui ont pu travailler au moins quelques heures dans le mois, souvent dans des boulots précaires. Le chômage est le premier problème pour l'ensemble des prolétaires.

Le Front de Gauche déclare : « Nous voulons éradiquer le chômage » (PPPFG, p. 4). C'est une louable intention, partagée en paroles par tout le monde. Pourtant, depuis des années que les politiciens bourgeois promettent à chaque élection qu'avec eux, on va aller vers le plein emploi, on a des raisons d'être méfiants. La question, c'est donc de savoir comment le Front de Gauche compte s'y prendre pour atteindre un tel objectif. Il propose en gros deux axes.

Premièrement, Mélenchon prétend qu'il va relancer l'économie grâce à sa politique keynésienne : selon lui, la hausse des salaires et des minima sociaux provoquerait la hausse de la demande qui, à son tour, entraînerait les entreprises à embaucher et à mieux payer leurs salariés. C'est, dans le meilleur des cas, une illusion. En effet, si aujourd'hui les entreprises investissent insuffisamment pour employer tout le monde, c'est que leur taux de profit n'est pas assez élevé. La hausse des salaires ne pourrait que faire baisser davantage leur taux de profit et donc déprimer un peu plus l'activité. En outre, dans le cadre de la concurrence internationale, une telle politique se traduirait par la baisse des exportations et la hausse des importations : elle aurait pour conséquence

de conduire un nombre plus grand de patrons français à la faillite¹.

Le second axe consiste en la mise en place d'une Sécurité Sociale Professionnelle (SSP) : « *Loin de toute « flexicurité » nous sécuriserons les parcours de chacune et chacun dans l'emploi et la formation avec continuité de revenu tout au long de la vie. Une sécurité sociale professionnelle sera instituée, prenant en charge les périodes de non-emploi, de formation et de retrait d'activité notamment pour les femmes ou les hommes élevant leurs enfants. Ainsi nous empêcherons que la force de travail du pays soit détruite par le chômage de masse* » (PPPFG, p. 19). Il ne s'agirait pas, comme le dit le texte à la fin, d'empêcher les salariés de se retrouver au chômage, mais de leur assurer un revenu, qu'ils aient un emploi ou soient au chômage. On peut également supposer, même si le texte ne le précise pas, qu'il s'agirait de faire financer à 100% cette caisse par le patronat. Le Front de Gauche reste flou sur le montant de ce revenu, se bornant à affirmer : « *nous voulons réévaluer l'ensemble des salaires et des traitements, des indemnités du chômage et des retraites et les indexer sur l'évolution du coût de la vie* » (PPPFG, p. 4). Sur le papier, c'est alléchant, à condition que le revenu garanti soit suffisant pour vivre décemment. Mais si c'est le cas, cela reviendrait à imposer aux patrons de payer les travailleurs privés d'emploi pour une durée indéterminée au même niveau que la plupart des salariés disposant d'un emploi. Ce serait bien sûr merveilleux... si ce n'était pas irréaliste... sous le capitalisme ! Pour les raisons indiquées plus haut, dans le cadre du capitalisme, un tel dispositif aggraverait la crise au lieu de la résoudre.

Enfin et surtout, on voit que le

programme du Front de Gauche, sur cette question du chômage comme sur beaucoup d'autres, est totalement déconnecté des luttes réelles des travailleurs. Un tel projet de SSP revient, au pire, à inviter les salariés à renoncer au combat réel pour défendre leurs emplois contre un plan de licenciements et, au mieux, est insaisissable pour eux.

À cette impasse, nous opposons le combat pour empêcher la fermeture de l'entreprise et toute suppression d'emploi. Nous invitons les travailleurs à ne compter que sur leurs propres forces. C'est par la lutte et la grève qu'ils peuvent faire reculer leur patron. Si nécessaire, il ne faut pas hésiter à aller jusqu'à l'occupation de l'usine et la relance de la production, tout en exigeant l'expropriation sous contrôle des travailleurs. Comme l'État (loi, gouvernement, tribunaux, police, ...) va tout faire pour l'empêcher, il faut s'efforcer de créer une grande solidarité des salariés de la région, de se regrouper avec d'autres travailleurs d'entreprises en lutte et d'obtenir le soutien le plus large possible des syndicats. C'est le sens de la proposition du NPA d'une marche nationale, organisé autour des boîtes en lutte, pour stopper les licenciements et poser l'objectif de leur interdiction. Mais cette situation à l'échelle d'une entreprise ou de quelques entreprises ne peut être que provisoire. En effet, soumise à la concurrence, l'entreprise relancée par ses travailleurs risque de les conduire à s'exploiter eux-mêmes, mais aussi à nouveau de couler. Il n'y a pas de solution durable à ce problème dans le cadre du capitalisme. Pour sauvegarder l'emploi et le niveau de vie, il faut une mobilisation de masses des travailleurs balayant les gouvernements qui veulent nous faire payer la crise, instaurant un gouverne-

ment composé à tous les niveaux des salariés (de l'industrie, des hôpitaux, des services, etc.) et exproprier les grands groupes capitalistes ». Comme une telle perspective est totalement étrangère au Front de Gauche, il ne peut rien proposer de sérieux pour véritablement « éradiquer le chômage ».

5) Immigration : Mélenchon veut revenir seulement sur les lois de la droite depuis 2002 et ne se prononce pas clairement pour la régularisation de tous les sans-papiers

Là encore, par delà des mesures indiscutablement progressistes par rapport à la législation actuelle (fermeture des centres de rétention administratif, droit de demander la naturalisation au bout de cinq ans de résidence, par exemple), le programme du Front de Gauche contient deux énormes limites : d'une part, il ne veut abroger que « *les lois successives sur l'immigration adoptées par la droite depuis 2002* » (PPPFG, p. 25) et annonce une simple et vague « *re-fonte de CESEDA* » (Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile) ; de l'autre, il parle de régulariser « *les sans-papiers dont le nombre a augmenté du seul fait des réformes de la droite* ». Autrement dit, le Front de Gauche ne veut pas revenir sur les lois Pasqua, Chevènement, etc, qui avaient déjà, bien avant 2002, réduit les travailleurs étrangers à une sous-catégorie, surexploitée, désignée comme responsable de tous les maux et traquée par les flics, que le gouvernement soit de gauche ou de droite. Dans la même logique, le choix de ne pas dire qu'ils régulariseront *tous* les sans-papiers signifie-t-il que le Front de Gauche ne voudrait en régulariser qu'une partie seulement, par exemple ceux qui

1. Malheureusement, de façon répétée, la direction de notre propre parti s'efforce elle aussi de démontrer cette idée parfaitement fausse qu'il n'y aurait aucun lien entre le coût du travail et la compétitivité, comme si on pouvait augmenter les salaires sans nuire à la compétitivité des entreprises : cf. l'article de Gaston Lefranc « *Dans un contexte de suraccumulation structurelle du capital dans les pays impérialistes, les pays qui subissent le plus la crise sont les pays où les attaques contre les travailleurs ont été les moins fortes* » pour plus de détails : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=223>

le sont devenus en vertu des seules lois adoptées depuis 2002 ? Faut-il comprendre que dans la continuité de ce qu'avait Jospin-Buffet-Mélenchon-Voinet entre 1997 et 2002 il n'y aura pas de régularisation généralisée ?

Si, comme le proclame le Front de Gauche à juste titre, « *l'immigration n'est pas un problème* » (PPFPG, p. 25, c'est le titre du paragraphe), pourquoi ne pas accorder les mêmes droits aux étrangers qu'aux Français ? Pourquoi se borner, comme le PS, à la revendication du « *droit de vote aux élections locales* » ? (PPFPG, p. 28) Pourquoi ne pas accorder à tous le droit de vote à toutes les élections ? Pourquoi une partie de la population vivant en France devrait-elle subir les lois sans avoir voix au chapitre quand il s'agit de les décider ? N'est-ce pas une atteinte élémentaire à la démocratie ?

En fait, si nous sommes des militants conséquent du mouvement ouvrier, nous devons simplement défendre que soit appliqué au niveau de l'État la pratique normale du mouvement ouvrier : pour qu'un travailleur puisse devenir membre d'un syndicat ou d'un parti ouvrier dans le pays où il réside, on ne lui pose aucune condition de nationalité ou de durée de résidence. Pourquoi faudrait-il en poser au niveau de l'État ? La logique du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est de rassembler tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, contre les patrons, quelle que soit la leur. La Commune de Paris, premier gouvernement des travailleurs de l'histoire, avait ainsi parmi ses membres des étrangers, en particulier des Allemands, à l'heure même où une bonne partie du pays était toujours occupé par les armées de Bismarck. Voilà la tradition que nous devons défendre, bien loin des propos germanophobes répétés de Mélenchon.

6) Sortir du nucléaire ou y rester ?

« *Nous proposerons un débat public national immédiat sur la politique énergétique en France. Ce grand débat devra permettre la remise à plat des choix énergétiques et du nucléaire et penser l'alternative aux énergies fossiles et carbonée. Il devra être conduit de l'information jusqu'à la prise de décision par les citoyens avec une ratification référendaire. Dans le domaine du nucléaire civil, l'ensemble des possibilités - dont la sortie du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public - sera alors tranché* » (PPFPG, p. 15). Bref, le Front de Gauche comme telle n'a aucune position sur cette question d'une grande importance pour les travailleurs.

Le PCF est pour le maintien de la production d'énergie nucléaire. Ses arguments ne sont guère différents de ceux de l'UMP : le nucléaire ne serait pas dangereux, il s'agirait de garantir l'indépendance énergétique de la France, la fin du nucléaire mettrait les travailleurs de la filière au chômage. Ces arguments ne tiennent pas la route. L'énergie nucléaire est très dangereuse, comme vient de le rappeler tragiquement la catastrophe de Fukushima. La production d'énergie nucléaire n'assure pas l'indépendance énergétique de la France, puisqu'elle suppose de l'uranium, extrait dans d'autres pays, comme le Nigéria, au mépris de la santé des travailleurs. Enfin, l'argument sur l'emploi est inepte pour deux raisons. Dans l'immédiat, dans le cadre du capitalisme, qui est manifestement l'horizon du programme du FdG, non seulement le démantèlement des centrales existantes serait source de beaucoup de travail, mais surtout la production d'énergie renouvelables, même dans le cadre du capitalisme, crée proportionnellement beaucoup plus d'emplois (pour le développement de tous ces arguments, cf. l'excellent 8 pages de la

commission écologie du NPA sur le sujet, http://www.npa2009.org/sites/default/files/Sortir%20du%20nucléaire-BAT_0.pdf). Dans le cadre d'une économie de transition, où les moyens de production seraient propriété sociale, il n'y aurait pas à se navrer, mais à se réjouir qu'il y ait moins de travail : la réduction du temps de travail nécessaire à la production de la richesse est source de chômage sous le capitalisme, mais elle est source de temps libre et donc de bien-être dans un régime économique de transition et plus encore sous le socialisme et le communisme.

Quant au PG, il est pour la sortie du nucléaire, mais... en 30 ans. On a bien le temps de crever d'ici là alors que des scénarios de sortie existent sur 5 ou 10 ans !

Là encore, le Front de Gauche s'arrête devant les groupes industriels français, ceux qui vivent du nucléaire, à commencer par Areva et EDF. Et on comprend bien sûr que si le Front de Gauche capitule sur une question écologique aussi élémentaire devant la dictature du capital, cela sera encore plus catastrophique sur des questions plus complexes...

7) Le Front de Gauche et l'école : des mesures justes, mais aussi des silences inquiétants...

Le Front de Gauche affirme vouloir construire une « *école émancipatrice qui permette l'élévation pour tous du niveau de l'acquisition des savoirs et des qualifications reconnues* » et pour cela allonger « *le temps scolaire : droit à la scolarité dès 2 ans, scolarité obligatoire de 3 à 18 ans* ». Il se prononce pour des « *pédagogies différenciées* ». Il soutient également vouloir redéfinir « *les programmes, et plus globalement l'école, sur le modèle de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre* ». Pour s'en donner les moyens, il annonce vouloir revenir « *sur toutes les mesures qui visent sous couvert*

d'autonomie à instituer un marché de l'éducation ». Il annonce vouloir « agir concrètement » (mais sans préciser comment) « pour que la production de connaissances et la formation soient libérées de la logique du marché et de la rentabilité financière et permettent l'établissement d'une culture scolaire commune pour tous par l'appropriation de savoirs ambitieux ». Il explique également avoir pour projet de rétablir tous les postes supprimés dans le cadre du statut, de recruter des conseillers d'orientation – psychologues en nombre suffisant, de rétablir les RASED (réseau d'aide spécialisée pour les élèves en difficultés), donner plus de moyen aux établissements les plus en difficultés, défendre le cadre national des diplômes et leur reconnaissance dans les conventions collectives. Toutes ces mesures sont justes.

Cependant, alors que sur la plupart des sujets (comme l'immigration, la sécurité, etc) et encore à propos de l'enseignement supérieur (où il annonce l'abrogation de la LRU), le Front de Gauche explique vouloir abroger les principales mesures prises par la droite depuis 2002, on ne trouve rien de tel à propos du premier et du second degré.

En particulier, le Front de Gauche abrogerait-il la suppression de la formation des enseignants et l'année de stage à temps complet pour les enseignants du secondaire? La réforme du lycée générale et technologique? Celle du lycée et du bac professionnel? Supprimerait-il le Livret Personnel de Compétences qui sert à un véritable traçage de l'élève sur support informatique et la politique de fichage qui va de pair? Rétablirait-il l'enseignement d'histoire en Terminale S, supprimé par Châtel? Combien d'élèves y aurait-il par classes? Y aurait-il un collège et un lycée unique ou toujours des filières qui reflètent et préparent la division sociale du travail et la di-

vision de la société en classes? Sur tous ces points pourtant essentiels, le programme du Front de Gauche reste muet...

B) Par delà quelques phrases démocratiques et pacifistes, Mélenchon défend « l'intérêt national », l'impérialisme français, les marchands de canons et la police républicaine

1) Mélenchon pour l'intervention impérialiste en Libye au nom de la coïncidence entre l'intérêt « de son pays » et de la révolution !

Le programme du FdG comporte bien quelques phrases pour laisser croire qu'il mènerait, s'il pouvait arriver au pouvoir, une politique en rupture avec celle des gouvernements de gauche et de droite : « Nous mettrons un terme à une politique étrangère de la France basée sur les relations néo-coloniales et la Françafrique (...) La France rompra avec cet alignement libéral et atlantiste, avec la politique de force et d'intervention militaire, avec les logiques de puissance, pour agir en faveur de la paix, du règlement des conflits, du rétablissement du droit international ». Soit. Mais qu'en est-il en pratique?

Mélenchon a approuvé l'intervention impérialiste contre la Libye. Il a voté, comme l'ensemble de son groupe, où l'on retrouve les députés de *Die Linke*, la résolution présentée au Parlement européen par les partis socialistes, les Verts et une partie de la droite en faveur d'une telle intervention. Dans une interview donnée à *Libération* et publiée en espagnol sur son blog (en date du 24/03/2011), il s'en explique en ces termes : « Si le Front de Gauche gouvernait le pays, aurait-il regardé les bras croisés la révolution libyenne mourir comme nos prédécesseurs avec les révolutionnaires espagnols? Non. Serions-nous intervenus directement nous-mêmes? Non plus.

Nous aurions demandé un mandat à l'ONU. C'est exactement ce qui vient de se passer. Je peux soutenir une démarche quand l'intérêt de mon pays coïncide avec celui de la révolution » (<http://www.jean-luc-melenchon.fr/2011/03/page/2/>). On le voit, Mélenchon donne un satisfecit plein et entier à Sarkozy sur la Libye. Comment s'en justifie-t-il? Selon lui, l'intervention aurait eu pour fonction de défendre le soulèvement révolutionnaire contre la dictature de Kadhafi. Mais est-ce le cas? Depuis quand les Sarkozy, Merkel, Obama et consorts agissent-ils pour faire triompher les révolutions contre les dictatures? Voilà une bien curieuse idée! Mélenchon explique également qu'il aurait pris une position différente, si la Chine ou la Russie avait mis leur veto lors du vote à l'ONU : on est heureux d'apprendre que Mélenchon trouve sa boussole révolutionnaire en Poutine et Hu Jintao. Enfin, on est assez sidéré de lire que l'intérêt de la France pourrait coïncider aujourd'hui avec l'intérêt d'une quelconque révolution véritablement populaire. Car, qu'est-ce que la France aujourd'hui, sinon la cinquième puissance impérialiste mondiale? Le gouvernement français ne peut intervenir qu'au service des intérêts des patrons français (*Total*, *Bouygues*, etc), en particulier dans son arrière-cour qu'est l'Afrique. Les révolutionnaires n'ont pas les mêmes intérêts que « la France », ce qui signifie concrètement les capitalistes français, mais les mêmes intérêts que ceux des peuples luttant contre la domination néo-coloniale française. Et, comme nous l'avons longuement expliqué dans un article spécialement consacré à cette question (<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=289>), l'objectif de l'intervention était tout au contraire pour les impérialistes d'essayer de redorer leur image auprès des peuples du monde arabe en se présentant

comme des défenseurs de la démocratie alors qu'ils soutiennent les dictateurs, de mettre un coup d'arrêt au processus révolutionnaire dans le monde arabe et de recoloniser intégralement le pays, pourtant déjà largement ouvert par Kadhafi.

Mais, bon, il ne s'agissait peut-être qu'une petite bévue, une erreur d'appréciation ponctuelle, comme tout le monde peut en faire. Regardons les prises de positions de Mélenchon sur d'autres sujets comparables pour avoir les moyens de savoir s'il s'agit d'une simple erreur isolée ou d'une orientation de capitulation devant son propre impérialisme, l'impérialisme français.

2) Mélenchon se réjouit des succès commerciaux de son ami le marchand de canon Dassault et vante la France et son armée pacifique

Interrogé sur *France Inter* (le 01/02/2012, 8h20), Mélenchon a fait des déclarations assez étranges pour l'homme de « gauche radicale » qu'on nous présente. Extraits :

Le journaliste : « *Dassault qui (...) parviendrait à exporter son rafale en Inde, c'est une bonne nouvelle ?* »

Mélenchon : « *Evidemment que c'est une bonne nouvelle parce que le Rafale est un avion tout à fait extraordinaire, puisque vingt ans après il est en avance technique sur tous les autres. C'est bien pour la France d'être capable de produire toute seule un avion de cette nature* ».

Si les armes sont vendues par des marchands de canons français, alors, selon Mélenchon, il faut s'en réjouir. Les travailleurs et les patrons français auraient-ils les mêmes intérêts ? Mais le candidat du Front de Gauche ne s'arrête pas

en si bon chemin.

Poussé dans ses retranchements par le journaliste qui lui demande si « *donc on peut à la fois se battre pour le désarmement et applaudir à la vente d'avions de chasse ?* », Mélenchon réplique : « *Ah oui, absolument, on peut le faire, en considérant que le désarmement est un travail qui se planifie (...) Ceux qui devront d'abord désarmer, c'est les autres, pour la raison que les Américains, les Russes sont infiniment plus armés que nous et ils sont plus menaçants et plus dangereux ; nous les Français nous ne menaçons personne et n'agressons personne* ». Les peuples de l'ensemble des pays d'Afrique où l'armée française possède des bases et fait la police selon les intérêts des entreprises françaises, soutenant ou débarquant les dictateurs au gré de leur docilité vis-à-vis du gouvernement français seront sans ravir de l'apprendre ! Du rôle de l'État français dans le génocide rwandais, à l'époque où Mitterrand, l'idole de Mélenchon était président de la République, au renversement sanglant du dictateur Gbagbo, devenu insuffisamment docile aux yeux de Sarkozy, remplacé par le non moins sanglant mais plus docile Ouattara, en passant par l'occupation de l'Afghanistan¹, la réalité est assez différente de celle que dépeint Mélenchon. Pour défendre les intérêts des peuples opprimés, il faut s'opposer aux patrons français et à leur État. Mais visiblement Mélenchon est de l'autre bord, celui des gentils patrons français, de la gentille armée française, bref du gentil impérialisme français... Tout un programme, franchement pas révolutionnaire !

3) Mélenchon et la police : abroger les lois sécuritaires seulement depuis 2002, mais renforcer les effectifs de la police

Le Front de Gauche propose un certain nombre de mesures correctes : « *Nous abrogerons la loi Loppsi 2 et les lois sécuritaires attentatoires à nos libertés (...) Les dispositifs de lois anti-jeunes et criminalisant les familles en difficulté seront abrogés. Une loi contre la corruption et les conflits d'intérêt sera adoptée pour sanctionner la « délinquance en col blanc »*. En revanche, il ne mettra pas un terme au fichage de la population ni à la vidéo-surveillance qui sont une atteinte sans précédent aux libertés, indiquant qu'il se bornera à les réguler.

Plus étonnant encore, il dénonce Sarkozy pour avoir fait baisser les effectifs de la police et annonce leur hausse : « *Nous devons impérativement stopper la baisse des effectifs de la police et recruter* » (p. 26). Certes, conscients de l'émotion que suscitent la violence de la police contre les jeunes, contre les travailleurs, contre les étrangers, le Front de Gauche précise : « *Les forces de police devront conduire leur action dans le cadre d'une déontologie fondée sur le respect des personnes, elles bénéficieront d'une formation en ce sens et de meilleures conditions de travail* ».

Mais les nombreuses « bavures » policières ne sont pas des déviations malheureuses que l'on pourrait guérir avec de la potion « éthique ». Et il serait bien naïf de compter sur une police des polices réformée pour arranger les choses. Car ces « bavures » sont en fait la traduction pratique inévitable de la fonction de la police dans la société capitaliste, fonction qui n'est nullement remise en cause par Mélenchon et consorts : faire appli-

1. Soit dit en passant, dans la même interview, Mélenchon prétend que le Front de Gauche aurait été la première force politique à dénoncer l'occupation de l'Afghanistan par l'armée française. C'est tout de même comique, vu que l'intervention a commencé en 2001, sous le gouvernement Jospin, dont un certain Jean-Luc M... était le ministre délégué à l'enseignement professionnel. A l'époque, seuls les partis d'extrême-gauche s'étaient opposés à cette intervention. Il aura fallu attendre presque dix ans pour que Mélenchon se rende compte que cette intervention était problématique...

quer les lois, dont le but essentiel est de protéger les capitalistes et leurs profits.

La police, parce qu'elle est le bras armé de l'État capitaliste, ne peut donc pas protéger les travailleurs ni les jeunes, mais au contraire les réprimer dès qu'ils menacent, sous une forme ou sous une autre, les intérêts des capitalistes. On envoie les flics aux travailleurs en grève pour essayer de les intimider, pour aider le patron à faire plier les travailleurs. Cela a été fait tout récemment en les envoyant aux raffineries pendant la lutte contre la réforme des retraites en 2010, mais aussi aux marins de la SNCM en 2005, aux lycéens et aux étudiants pendant le CPE en 2006, aux travailleurs en lutte contre les licenciements en 2009 et dans tous les conflits où les travailleurs et les jeunes luttent suffisamment fort pour ébranler les plans du patronat et de son État. De même, la police sert à intimider, à montrer du doigt et à réprimer la jeunesse des banlieues, déjà frappée par le chômage et la discrimination, pour essayer de dresser les travailleurs contre cette jeunesse, alors qu'ils sont victimes les uns comme les autres de la barbarie capitaliste, en le détournant leur regard de leurs vrais ennemis, les patrons et leurs valets.

II) De belles promesses, mais pas les moyens de les appliquer, car le Front de Gauche prétend les réaliser dans le cadre du capitalisme et des institutions actuelles, au lieu de s'appuyer sur la lutte des classes pour rompre ce carcan

1) Comment Mélenchon peut-il réaliser ses belles promesses s'il ne veut pas annuler la dette ?

Au delà des nombreuses limites, son programme contient d'ailleurs plein de belles promesses : un SMIC à 1700 euros brut, puis 1700 euros net par mois,

l'arrêt de la RGPP, le remboursement à 100% des dépenses de santé, le blocage des loyers, hausse des impôts sur les entreprises et les riches, etc. Mais comment va-t-il faire pour les réaliser ? Aujourd'hui, le gouvernement explique qu'il n'a pas d'autre choix que de faire des plans d'austérité, car il faut payer la dette. Face à cela, Mélenchon fait de grandes envolées contre la rapacité des marchés, le cynisme de agences de notation et le dogme de l'austérité. Mais concrètement, que propose-t-il ?

Mélenchon veut réaménager, échelonner, baisser les taux... mais continuer à payer les banquiers !

« *Nous agissons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle. Nous exigeons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen* » (p. 31). On le voit, pour Mélenchon, pas question de refuser de payer la totalité de la dette, il s'agit seulement de payer un peu moins. Cette année, l'État français a payé 140 milliards pour rembourser la dette (intérêt et capital). Mélenchon voudrait payer un peu moins. Combien ? Il ne le dit pas... Notons d'ailleurs que le réaménagement ou la restructuration de la dette n'est pas du tout synonyme de fin de l'austérité. Les travailleurs de Grèce, dont la dette a été largement restructurée (annulation de 50% de la dette détenue par les créanciers privés, soit 30% de la dette totale) sont toujours les victimes de monstrueuses attaques pulvérisant leur niveau de vie.

Négocier les progrès sociaux avec les requins de la finance ?

Et il ne peut pas le dire, car il entend obtenir cela des créanciers par la négociation (« *réaménagement négocié* »). Oui, vous avez bien lu : Mélenchon nous explique

bien gentiment qu'il ira voir les requins de la finance qu'il dénonce avec violence pour leur demander de se contenter des jambes et des bras, au lieu de vouloir dévorer aussi le ventre et la tête. C'est sûr, en voyant arriver Mélenchon, les requins vont se transformer en doux agneaux... Si on compte sur la bonté des grandes banques, des grands fonds de pensions et autres aimables patrons pour avoir l'autorisation de faire passer le SMIC à 1700 euros, on risque d'attendre longtemps ! Quel travailleur croirait son délégué syndical qui lui dirait qu'il va lui obtenir un 13e mois en allant gentiment parler avec le patron ? Tout le monde sait que, pour obtenir de pareille chose, il faut lutter, il faut réussir à convaincre la majorité des travailleurs de faire grève, il faut étrangler financièrement le patron, pour le forcer à cracher le fric. Et ce serait différent à l'échelle du pays ?

Pourquoi Mélenchon ne veut pas refuser de payer la dette ?

Pourtant, la dette dans sa totalité est illégitime, car elle est un transfert d'argent de la poche des travailleurs dans celles du patronat. En effet, la dette a pour origine la crise capitaliste des années soixante-dix due à une chute du taux de profit. Pour y répondre, les gouvernements au service de la bourgeoisie ont non seulement attaqué les conquêtes sociales, mais aussi abaissé les taux d'imposition sur le patronat. Il était d'environ 50% à la fin des années 70 et il est tombé sous les 25% aujourd'hui, sans compter les multiples astuces pour échapper à l'impôt. Il ne peut pas y avoir de politique favorable aux travailleurs sans refus total de payer la dette.

Cela va effrayer les capitalistes ? Sans doute. Et alors ? Notre problème à nous, c'est de satisfaire les revendications des travailleurs, bref d'utiliser l'immense richesse sociale produite par les travailleurs pour qu'ils puissent

vivre correctement (se nourrir, se loger, se soigner, éduquer leurs enfants, partir en vacances, etc), au lieu que ces richesses soient accaparées par une infime minorité. Mais visiblement, pour Mélenchon, il est plus important de ne pas effrayer les capitalistes que de satisfaire les revendications des travailleurs. Chacun ses priorités.

2) Des mesures fiscales alléchantes, mais comment les appliquer en se refusant à exproprier les grandes banques et les groupes du CAC 40 ?

Là encore, le Front de Gauche avance une série de mesures tout à fait alléchantes : suppression du bouclier fiscal, augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, taxation des revenus financiers des entreprises, etc.

On remarque cependant que rien n'est chiffré, sauf la fin des exonérations de cotisations sociales à payer pour les patrons (30 milliards actuellement).

Or, deux choses l'une. Soit, il s'agit de simples déclarations d'intention pour donner au Front de Gauche un profil un peu anticapitaliste, mais qui n'a nullement vocation à être sérieusement et immédiatement mise en œuvre : parfois le Front de Gauche parle de mettre ces mesures en place seulement au niveau de l'UE, ce qui, vu les gouvernements en place, revient à les remettre aux calendes grecques ! Soit, il s'agit de mesures sérieuses et alors il y a un manque énorme dans le programme du Front de Gauche : que ferait-il face à la fuite de capitaux que de telles mesures ne manqueraient pas de provoquer ?

Mélenchon ne se pose pas la question de la fuite des capitaux, puisque, comme il l'explique lui-même, « les investisseurs n'ont aucun raison d'avoir peur de mon programme » (interview donné aux Échos, 18/03/2012). Autrement dit, ces augmentations d'impôt non chiffrées seraient en fait suffisamment modérées pour ne

pas nuire aux capitalistes : elles seraient donc bien insuffisantes pour permettre de financer les besoins sociaux.

3) Pôle public bancaire et réforme de la BCE, une illusoire solution à la crise

Par delà ses rodomontades contre les banques et les agences de notation, Mélenchon propose simplement des mesures de régulation, mais pas de s'attaquer un tant soit peu sérieusement au pouvoir des banques.

Le pôle public bancaire : un regroupement des institutions financières publiques existantes

En particulier, la « création d'un pôle public financier transformant notamment la politique et les critères du crédit » ne signifie pas du tout l'expropriation sans indemnité ni rachat, ni même la nationalisation bourgeoise par le moyen du rachat de l'ensemble du secteur bancaire, à commencer par les grandes banques, comme la BNP-Paribas ou la Société Générale, même s'il n'exclut pas la nationalisation « *de banques* » sans préciser lesquelles et encore moins à quel prix. En effet, le Front de Gauche précise que cela se fera « *par la mise en réseau des institutions financières publiques existantes (Caisse des dépôts, Crédit foncier, OSEO, CNP, Banque postale), les banques et assurances mutualistes dans le respect de leurs statuts et la nationalisation de banques et compagnies d'assurances* ». Le Front de Gauche ne brandit **aucune menace concrète contre les banques privées** qui ne respecteraient pas ses mesures de régulation, se contentant de parler d'un vague « *placement sous contrôle social des banques privées qui ne respecteraient pas la nouvelle réglementation en matière de lutte contre la spéculation et la financiarisation de notre économie* ».

La réforme de la BCE

Il est assez évident que le projet de réforme de la BCE et de la création d'un Fonds européen de développement social, présenté comme la clé de la solution à la crise est plutôt lointaine, puisqu'elle supposerait non seulement l'arrivée du Front de Gauche au pouvoir en France, mais aussi de ses homologues en Allemagne, Italie, Espagne, etc. Mais, peu importe, supposons un instant que cela soit le cas. Cela permettrait-il de résoudre la crise ?

Le Front de Gauche explique que « *la France proposera une refonte des missions et des statuts de la Banque centrale européenne (BCE) qui doit être mise sous contrôle démocratique pour lui permettre de pouvoir prêter à taux faibles, voire nuls, directement aux États* ». Cela reviendrait à donner à la BCE et à ce fonds une possibilité dont dispose déjà la FED (Réserve Fédérale, c'est-à-dire la banque centrale des États-Unis) et la Banque d'Angleterre. Comme chacun le sait, les travailleurs du Royaume-Uni et des États-Unis ne sont pas moins touchés par la crise que les autres.

Enfin, fixer verbalement d'autres missions à la BCE que de veiller à maintenir l'inflation à un bas niveau ne changerait rien de fondamental. Le recours à la création monétaire qui serait ainsi permis ne créerait en lui-même aucune richesse nouvelle, car la richesse, ce ne sont pas des billets, ni des écritures électroniques sur un compte, mais ce sont les objets utiles produits par le travail des hommes à partir des ressources naturelles (chaise, blé, acier, ordinateur, etc.). En revanche, il risquerait de conduire à une hausse de l'inflation, qui rogne les salaires des travailleurs. L'inflation ne vaut pas mieux que la déflation : elle n'est qu'un autre moyen de faire payer la crise aux travailleurs.

4) Ne pas exproprier le capital, mais le défendre, renforcer les associations capital public-capital privé, soutenir les PME-PMI et, secondairement, « encourager les nouvelles formes de propriété » sous la domination de la propriété capitaliste

Un modèle capitaliste réactionnaire et utopique

Le Front de Gauche prévoit bien de nationaliser, c'est-à-dire vu qu'il n'y a aucune précision sur le sujet, de racheter à prix d'or, comme en 1981, EDF, GDF et Total pour créer un grand pôle énergétique public. Plus généralement, il veut **accroître le poids et le rôle de l'État capitaliste dans l'économie** : « Nous renforcerons la présence de l'État dans le capital d'entreprises stratégiques pour leur sauvegarde et leur développement ». Mais, comme on le voit même dans les entreprises 100% publiques et plus encore dans les entreprises où l'État un actionnaire partielle ou minoritaire, comme Renault, la gestion de ces entreprises est ou tend à être une gestion capitaliste normale. D'ores et déjà, dans les entreprises publiques comme la SNCF, les nouveaux embauchés sont de plus en plus précaire, les prix sont fixés selon les normes du marché capitaliste, etc. De même, le système des sous-traitants, la dureté des conditions de travail, les licenciements ne sont pas fondamentalement différents à Renault qu'à PSA.

Parallèlement, le Front de Gauche prétend utiliser l'État et l'argent public pour aider les PME et le PMI : « Le soutien de l'État et des pouvoirs publics aux PME-PMI, lesquelles sont aujourd'hui les plus créatrices d'emplois, sera renforcé ». Tout d'abord, cela consiste à soutenir les patrons, fusse-t-il de petits et moyens patrons, avec l'argent des travailleurs. Ensuite, c'est du point de vue capitaliste où se place le Front de Gauche, à la fois uto-

pique, réactionnaire et illusoire. En effet, d'une part, c'est vouloir contre la logique même du capitalisme qui tend à rendre dominantes les grandes entreprises par rapport aux plus petites, vouloir maintenir artificiellement les petites et moyennes entreprises contre les grandes. En outre, c'est ne pas voir que, loin d'être indépendantes des grandes, les PME et PMI, sont de plus en plus des sous-traitantes des grandes entreprises : ainsi subventionner les PME et PMI, c'est aussi indirectement subventionner les plus grandes.

C'est dans la même logique que Mélenchon se prononce pour : « Nous modulerons l'impôt sur les sociétés et le taux des cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui délocalisent, qui développent leurs placements financiers, ou qui se servent des nouvelles technologies pour supprimer des emplois et dégrader les conditions de travail afin d'inciter les entreprises à développer la valeur ajoutée, les formations, les salaires et l'emploi ». Là encore, soit il s'agira de mesures à doses homéopathiques, parfaitement inoffensives, soit il s'agit de mesures sérieuses et le Front de Gauche devrait dire comment faire face à la fuite de capitaux que cela provoquerait.

De nouvelles formes de propriétés sous la domination de la propriété capitaliste

« A l'inverse des idéologues du marché qui font de l'entreprise capitaliste privée le modèle unique, nous encouragerons la diversité des formes de propriété indispensable à une politique efficace de création d'emplois » (p. 20). « Le soutien public à l'économie sociale et solidaire, et notamment aux coopératives, sera fortement augmenté. Une aide financière sera accordée aux salariés qui reprennent ou créent leurs entreprises sous forme coopérative. Nous favoriserons la création de sociétés coopératives d'intérêt col-

lectif (SCIC) permettant d'associer salariés, usagers et collectivités territoriales dans des projets de développement local » (p. 20)

Bien sûr, nous ne sommes pas opposés aux coopératives qui peuvent, dans certaines conditions, et de façon provisoire, jouer un rôle progressiste. Mais nous l'envisageons dans une perspective radicalement différente de celle du Front de Gauche. En effet, nous partons des luttes des travailleurs eux-mêmes.

C'est pourquoi nous sommes pour favoriser dans les luttes, en particulier contre les licenciements et les fermetures d'entreprises, l'auto-organisation des travailleurs par la mise en place d'AG, au lieu de laisser les syndicats diriger la lutte, se contentant sous couvert d'AG, de tenir les salariés informés des décisions des syndicats, des résultats des démarches et de les convoquer à des actions. Sur tous ces points concrets, le programme du Front de Gauche reste muet. C'est une manifestation très claire de la logique générale de ce programme, qui n'est pas de s'appuyer sur le mouvement des travailleurs eux-mêmes, mais d'investir les institutions et de les réformer en utilisant pour cela la pression des luttes sociales.

5) La VIe République mélenchonienne : prendre le pouvoir... ou demander au patronat le droit de participer un peu plus au sien ?

Là encore, il y a un grand écart entre les slogans du Front de Gauche, comme le « Prenez le pouvoir... ! » et la réalité de son programme.

De très modestes mesures de démocratisation de la république bourgeoise

Ce sera une république bourgeoise, un tout petit peu moins antidémocratique que l'actuelle, mais pas du tout une république gouver-

née par les travailleurs eux-mêmes.



Parmi les mesures démocratiques, qui constitueraient un progrès dans le cadre de la république bourgeoise, on peut citer : l'instauration de la proportionnelle à toutes les élections, la possibilité de délégués syndicaux interentreprises pour les TPE, l'abrogation de la réforme territoriale de 2010 et c'est à peu près tout pour ce qui est concret. Le programme ajoute encore quelques promesses purement verbales : l'indépendance de la justice par rapport à l'exécutif, l'inscription dans la constitution des droits sociaux, etc.

En effet, prudent, *le Front de Gauche ne s'engage même pas à supprimer la fonction de Président de la République, mais seulement de réduire ses pouvoirs, sans plus de précision*. Il ne s'engage pas non plus à supprimer le Sénat, où les campagnes sont sur représentées par rapport aux villes, dont la fonction aujourd'hui se réduit à nourrir grassement des centaines de serviteurs du patronat ou de patron, comme Dassault, l'ami de Mélenchon.

Quant à la mise en place de référendum d'initiative populaire, on peut légitimement douter que ce soit un véritable progrès démocratique. Certes, dans

certaines circonstances, l'organisation d'un référendum, avec la campagne politique qui va avec, peut faciliter le travail pour diffuser certaines positions et infliger des défaites à la bourgeoisie, comme cela a pu être le cas en 2005 sur le TCE. Mais cela reste fondamentalement un des mécanismes de la démocratie bourgeoise, où les travailleurs sont atomisés, chacun allant séparément à isoler, ce qui constitue un obstacle considérable pour qu'ils puissent y imposer ses propres intérêts de classe¹. En outre, dans des situations de fortes tensions sociales, comme celles qui se préparent, le référendum fait partie de l'arsenal du bonapartisme, dont l'homme providentiel prétendant représenter l'intérêt général cherche à créer un rapport direct au peuple pour diviser le prolétariat.

Quant à la prétendue « *démocratie participative* », elle ne donne aucun réel pouvoir aux travailleurs : elle vise simplement à leur en donner l'illusion. En faisant semblant d'associer les prolétaires aux décisions, il s'agit d'essayer de freiner l'opposition des travailleurs à des mesures d'austérité. En effet, comment s'opposer à ce que l'on a contribué à approuver ?

Non pas lutter pour le pouvoir des travailleurs, mais prier les capitalistes de laisser les salariés un peu participer au leur

Pour le Front de Gauche, malgré son beau slogan « *Prenez le pouvoir... !* », il n'est pas question d'arracher le pouvoir aux capitalistes, mais seulement d'exiger des actionnaires qu'ils fassent mine d'en concéder une parcelle aux travailleurs : « *le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement des entreprises en tenant*

compte des priorités sociales écologiques et économiques démocratiquement débattues » (p. 27). Bref, les actionnaires continueront de décider, mais ils associeront plus étroitement les travailleurs aux décisions. C'est le modèle utilisé pendant 50 ans par le capitalisme allemand pour contenir son puissant prolétariat.

Or, une telle participation est toujours une arnaque pour les travailleurs : d'une part, le poids des salariés est toujours minoritaire dans les mécanismes concrets de décision, d'autre part et surtout, on impose aux représentants des salariés de faire des choix dans le cadre et la logique du système. Et face aux entreprises concurrentes, le chantage à l'emploi en cas de refus des décisions les plus rationnels d'un point de vue capitaliste restera donc une constante. Pour maintenir l'entreprise, il faut l'aider à accroître ses profits, ce qui suppose d'augmenter sa compétitivité. En système capitaliste, cela ne peut pas se faire sans baisser les salaires, accroître la spoliation des peuples dominés, aggraver les conditions de travail, détruire l'environnement, etc. Il ne faut pas se laisser bercer d'illusions : il n'y a pas de gestion d'une entreprise capitaliste favorable aux travailleurs. Quant au fameux « droit de veto » sur les licenciements, il n'est que suspensif et le patron n'est obligé qu'à une chose : examiner les propositions alternatives des syndicats. Il est hors de question pour Mélenchon de porter sérieusement atteinte au sacro-saint droit du capitaliste à virer ses employés à sa guise pour maximiser ses profits.

De même, le Front de Gauche, comme on l'a vu, ne prévoit pas même de réformer de façon radicale les forces de répression, pilier des institutions bourgeoises. Il veut même en accroître les effectifs et les rendre plus efficaces.

Bref, le but de Mélenchon n'est donc pas de mettre en place des

1. La Suisse donne un excellent exemple de la manière concrète dont fonctionnent en général les référendums en démocratie bourgeoise : c'est un instrument utilisé par les franges les plus réactionnaires de la bourgeoisie pour faire adopter des lois anti-immigrés, anti-manifestations, etc.

institutions nées des luttes des travailleurs eux-mêmes pour abattre le capitalisme, mais seulement d'essayer de redonner une nouvelle jeunesse aux institutions décrépites de la République patronale et coloniale, séparées du peuple et opposées à lui, instrument de domination du capital sur le travail.

6) Le Front de Gauche veut réformer l'UE, comme il veut réformer la République bourgeoise

La logique de réforme avec l'UE s'exprime dans le fait que le Front de Gauche demande l'abrogation du traité de Lisbonne, mais pas des autres. Pourtant du traité de Rome à ceux de Maastricht et Amsterdam, en passant par l'Acte Unique européen, s'inscrivent exactement dans la même logique, celle de la défense de la propriété privée, de concurrence libre et non faussée, de la privatisation des services publics et de la défense des intérêts des principales puissances impérialistes qui dominent l'UE, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Sans abroger ces traités, il est impossible de faire ce que prétend vouloir le Front de Gauche sans vouloir abroger Maastricht, Acte Unique, traité de Rome, le Front de Gauche prétend : « *Nous refusons tous les pactes et plans d'austérité qui concourent à amplifier la récession économique et la régression sociale au nom de la même logique libérale de soumission aux marchés financiers. Nous voulons mettre un terme à la libéralisation des services publics* » ; « *Une Europe qui agisse pour mettre fin aux ingérences impérialistes et néocolonialistes. Une Europe qui s'engage pour le respect des droits des peuples, en particulier ceux du peuple Palestinien* ». On a vu avec la position de Mélenchon sur la Libye, mais aussi sur les ventes de Rafale ce que valaient ces professions de foi anti-impérialistes.

Le Front de Gauche reconnaît implicitement cette contradiction,

puisqu'il propose pour la surmonter de façon transitoire « de « *ne pas appliquer les directives contradictoires à nos engagements* ». Mais le non-respect des traités est puni par des sanctions financières. Que ferait le gouvernement de Mélenchon face à ces mesures ? Là encore, pas de réponse.

De même, le maintien dans le cadre de l'euro empêcherait dans la pratique le FdG de mettre en œuvre ses recommandations d'avoir recours à la planche à billet pour faire face aux déficits et à la dette. En effet, même si les euros sont imprimés par chaque banque nationale, ils n'ont de valeur que par la BCE, qui pourrait décider de refuser la monnaie en excès imprimée par un pays récalcitrant. Que ferait-il face à cette difficulté ? Le FdG reste muet sur le sujet.

7) Une « planification écologique »... sans expropriation du capital et sans pouvoir des travailleurs ?

Le Front de Gauche propose des mesures de renationalisation à 100% de Total, Areva, EDF, GDF-Suez pour créer un pôle énergétique public. « *Nous mettrons en place un plan national de remise aux normes énergétiques des logements et de l'ensemble des bâtiments publics* ». Il affirme également : « *c'est la sobriété énergétique que nous visons : moins de consommation pour des usages identiques. Ce sont les gaspillages ostentatoires des très riches qu'il faut combattre* ». Il se prononce pour le développement des transports publics collectifs. Il annonce vouloir favoriser le transport fluvial et le rail. Pour le reste, il envisage en gros une fiscalité pénalisant financièrement les pollueurs.

Ces mesures amélioreraient sans doute un peu les choses, mais on serait loin, très loin, d'une « planification écologique ». En effet, il est impossible de planifier tant que les moyens de production restent dans les mains des patrons : c'est la logique du profit

qui dicte les investissements, les marchandises à produire, la manière de les produire, la politique du gouvernement ne pouvant que les infléchir à la marge. Une fiscalité incitative revient à accepter le principe même de la pollution ; en outre, la pratique montre que les pollueurs préfèrent en général payer (un peu) pour pouvoir continuer à faire des profits (beaucoup). **Pour pouvoir commencer réellement planifier de façon écologique, supprimer les gaspillages, il faut exproprier toutes les grandes entreprises capitalistes et instaurer le contrôle des travailleurs sur l'ensemble de la production.**

III) Le Front de Gauche : les paroles et les actes

1) L'expérience de 1981 et le tournant de la rigueur : rompre avec le capitalisme ou faire la politique des capitalistes, il n'y a pas de troisième voie

L'actuelle campagne du Front de Gauche ressemble à celle de Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1981. Mais elle la répète comme une farce. Le programme de Mélenchon est, comme il le reconnaît lui-même dans les Échos, très modéré en comparaison de celui de Mitterrand en 1981. Dans le même temps, le Front de Gauche ne peut avoir d'autre ambition que d'améliorer un peu sa situation institutionnelle, tandis que l'Union de la Gauche, qui mobilisait de millions de personnes, s'appropriait à arriver au pouvoir. Enfin et surtout, la crise sans cesse repoussée par la politique des capitalistes depuis les années soixante-dix vient d'éclater.

L'expérience de 1981 a montré au moins une chose. Dans le cadre du capitalisme, une politique keynésienne de relance ne peut pas résoudre la crise, elle ne peut que l'aggraver. C'est pourtant la même fable que Mélenchon nous ressert aujourd'hui. A la question

du journaliste des Échos « *Ne craignez-vous pas que vos propositions se traduisent par une fuite des entrepreneurs et au final une hausse du chômage ?* » il répond : « *Pourquoi les entrepreneurs fuiraient-ils ? (...) Mon programme va relancer l'activité et redynamiser tout le tissu industriel. Où les entrepreneurs iraient-ils quand toute l'Europe rentre en récession avec la généralisation de la politique de contraction des activités et de la dépense publique. (...) Dans mon programme, qui combine l'action de l'État et de forts amortisseurs sociaux, les entreprises y trouvent leur compte car il repose sur un élément de nature à les rassurer : la planification écologique qui donne une vision à long terme, permet d'organiser la production et l'investissement. (...) Les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur* » (18/03/2012).

Lors de leur arrivée au pouvoir le PS et le PCF ont pris des mesures sociales et démocratiques comparables à celle prônées par Mélenchon : abolition de la peine de mort, abolition du délit d'homosexualité, régularisation des sans-papiers, droit à la retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, réduction de la durée hebdomadaire du travail de 40h à 39h, hausse du SMIC de 10%, hausse des allocations sociales et logement de 25%, hausse de l'allocation handicapé de 20%, etc. Mais, très vite, la situation économique du pays s'est dégradée : le pays a du faire face à une importante fuite de capitaux, le déficit commercial s'est creusé, le déficit budgétaire également, l'inflation est restée élevée, le franc a du être dévalué trois fois pour faire face à la perte de compétitivité face à l'Allemagne, le chômage a augmenté fortement passant de 1,5 million à 2 millions entre 1981 et 1984, soit de 6,1% à 8,4 % de la population active. Le gouvernement

PS-PCF est passé à une politique de rigueur, puis d'austérité, dite de « désinflation compétitive » : blocage des salaires, licenciements massifs dans les grandes concentrations industrielles des mines et de la sidérurgie, libéralisation du secteur financier, fin du contrôle des changes, etc.

2) Qu'a fait Mélenchon, ministre de l'enseignement professionnel, dans le gouvernement Jospin entre 2000 et 2002 ?

Tout d'abord, en acceptant un poste ministériel, Mélenchon s'est fait solidaire, comme ses amis du PCF, qui avaient aussi des ministres à l'époque, de la politique d'ensemble du gouvernement Jospin. Faut-il rappeler que Jospin a plus privatisé que Juppé, que la réduction du temps de travail à 35h a servi principalement à faire passer des mesures de flexibilisation régressive pour les salariés, mais avantageuse pour le patronat, d'autant plus qu'elle s'accompagnait de grasses exonérations de cotisations sociales, a refusé de régulariser tous les sans-papiers, comme il l'avait annoncé pendant sa campagne, a fermé l'usine Renault de Vilvorde malgré un engagement contraire pris pendant la campagne, a signé le traité d'Amsterdam sans le renégocier contrairement à ses promesses électorales. Depuis, Mélenchon n'a pas exprimé le moindre regret d'avoir été solidaire d'une telle politique.

Mais qu'a-t-il fait exactement lui-même ? En tant que ministre délégué à la formation professionnelle, sous le ministre de l'Éducation, Jack Lang, il a lancé la réforme du bac professionnel. Cela s'est fait dans le cadre d'une convention avec l'UIMM (fédération du patronat de la métallurgie, membre du MEDEF) et l'OPCAIM. Les axes sont : passage à un bac pro en 3 ans (au lieu de 2 ans de BEP, puis 2 ans de bac pro), for-

mation individualisée, mise à disposition des PME des plateformes technologiques des lycées pour la réalisation de projets industriels, etc. Ce type de convention sera renouvelé par De Robien, ministre de l'Éducation de Chirac. C'est sur ces projets que Darcos, ministre de l'Éducation de Sarkozy, s'est appuyé pour imposer sa réforme-casse du BEP-Bac Pro au service du patronat à partir de 2007¹. L'UIMM dit : merci Monsieur Mélenchon ! Après, on comprend que le même Mélenchon puisse dire que « *les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de mon programme* ».

3) Qu'ont fait récemment les amis de Mélenchon au pouvoir ? À propos de Die Linke



Mélenchon avec Oskar Lafontaine, fondateur de Die Linke

D'ailleurs, la meilleure façon de vérifier ce que donne en pratique les beaux-parleurs réformistes à la Mélenchon une fois qu'ils arrivent au pouvoir, c'est de regarder ce qu'on fait ses modèles allemands. Au lendemain des législatives allemandes de septembre 2009, Mélenchon s'enthousiasmait pour *Die Linke* (*La Gauche*), parti allemand regroupant des ex-du SPD (équivalent d'ex du PS en France) et de ex du PDS (l'ancien parti stalinien est-allemand), qui venait d'obtenir près de 12% des suffrages : « *Je forme le vœu que toute la gauche française médite cet enseignement, en particulier le Parti socialiste qui doit renoncer une bonne fois pour toute à ses projets d'alliance à droite* », a-t-il annoncé. « *L'échec misérable du*

1. On peut lire à ce sujet l'analyse faite par Sud Éducation Vaucluse de l'origine lointaine de la réforme du bac pro 3 ans, à l'adresse <http://www.sudeducation.org/A-1-origine-du-Bac-pro-en-3-ans.html>

SPD et la victoire de la droite de Mme Merkel condamnent la stratégie lamentable des sociaux libéraux européens” (Le Monde, du 27/09/2009).

Pourtant Mélenchon savait très bien que cela faisait des années (depuis 2001) que Die Linke gouvernait avec le SPD notamment dans le Land (région) de Berlin, en appliquant une politique d'austérité digne de ses compères « sociaux-libéraux » des autres pays... Et en bonne logique, alors que le PDS faisait encore 22,6% des voix en 2001, le PDS-Die Linke n'en fait plus que 11,7% en 2011. Autrement dit, là où les travailleurs ont pu expérimenter en pratique ce que fait Die Linke, ils n'ont pas eu l'air d'être séduits outre mesure... Et il ne fait pas de doute que Mélenchon ferait demain la même chose, s'il choisissait d'aller au gouvernement.

4) Que font les élus du Front de Gauche là où ils sont déjà au pouvoir (régions, conseils généraux, mairies) ?

Même s'ils ne participent pas toujours à l'exécutif, les élus du Front de Gauche participent aux majorités dominées par le PS dirigeant les conseils régionaux, les conseils généraux, les mairies, ce qui s'incarnent dans la quasi-totalité des cas par le vote du budget, c'est-à-dire le résumé chiffré de la politique de la majorité. Le PS mène dans les régions une même politique capitaliste : subventions aux entreprises privées sous diverses formes, partenariats public-privé, subventions extra-légales aux écoles privées,

maintien de personnel dans la précarité. Le Conseil régional d'Ile-de-France a même été jusqu'à allonger le temps de travail et réduire les vacances des personnels des lycées qui dépendent désormais des régions, ce qui a ouvert un conflit toujours en cours à l'heure actuelle.

5) Mélenchon, les luttes, les bureaucraties syndicales : le référendum contre la grève générale

Si Mélenchon n'a généralement pas de mots assez durs pour fustiger les réformes de Sarkozy, il s'est montré beaucoup moins radical dans les méthodes à mettre en œuvre pour les combattre réellement.



Quand, à l'automne 2010, l'écrasante majorité des salariés de ce pays ont rejeté le plan de casse des retraites de Sarkozy, manifesté par millions, que les raffineurs se sont mis en grève totale, que les cheminots ont lancé la grève reconductible, etc., les dirigeants syndicaux ont refusé d'exiger le retrait du projet de loi et d'appeler tous les salariés tous ensemble à faire grève jusqu'à satisfaction. Thibault a prétendu que la grève générale était absurde. Qu'a fait Mélenchon ?

Il a refusé de critiquer les diri-

geants syndicaux, disant qu'il ne voulait pas se mêler de la direction des luttes sociales. Mais à quoi sert un dirigeant politique s'il ne se prononce pas sur les questions les plus importantes pour les travailleurs ? En fait, Mélenchon craignait la grève générale, tout autant que Thibault, Chérèque, Mailly, Groison et Sarkozy¹. Car quand les travailleurs se mettent en mouvement et s'organisent eux-mêmes, les vieux politiciens bourgeois de son genre sont mis à la retraite...

Là encore, défendre les revendications des travailleurs jusqu'au bout implique de combattre pour briser les institutions qui servent à la domination des patrons et par là le capitalisme lui-même. Mais il n'est pas question de cela pour Mélenchon. Mélenchon, tout à l'opposé de la grève générale, a appelé à la tenue d'un référendum sur le sujet. Comment dire plus clairement que le Front de Gauche a pour fonction de canaliser les luttes dans le cadre des institutions actuelles.

En guise de conclusion : pseudo-révolution citoyenne ou vraie révolution socialiste

Interrogé lundi 17 octobre 2011 sur *France Info*, Jean-Luc Mélenchon affirmait : « C'est quand même incroyable de voir qu'on passe pour un révolutionnaire quand on est simplement keynésien ; où on dit il faut parler, c'est ça qui va faire respirer l'économie ». Le sens de toutes les formules « radicales » de Mélenchon consiste à essayer de capter la radicalisation des travailleurs pour la reconduire dans le cadre du sys-

1. On peut aussi relever avec intérêt que c'est G. Aschieri, ancien secrétaire général de la FSU (jusqu'en 2010) qui a rédigé le programme du Front de Gauche sur l'école, avec l'aide de N. Sergent, ex responsable nationale et parisienne du SNES. De même, c'est Didier Le Reste, l'ancien secrétaire général de la fédération CGT des Cheminots (jusqu'en 2010) qui est le candidat du Front de Gauche dans la 7e circonscription de Paris pour les législatives. On trouve aussi, parmi les responsables syndicaux soutenant Mélenchon, Claude Debons, l'ex-chef des cheminots CFDT, Pierre Khalfa, dirigeant national de Solidaires, Thierry Dumez, l'un des secrétaires de l'Urf-CGT, Anne Le Loarer, présidente CGT de la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie), etc. Bref, le Front de Gauche a l'air de bien s'entendre avec les bureaucrates syndicaux... ! On peut également noter parmi les soutiens internationaux de Mélenchon de grands bureaucrates syndicaux, comme Ángel Crespo Sánchez, secrétaire général de la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CCOO) de Barcelone (Espagne), qui contient depuis des années la colère des travailleurs ibériques terriblement frappés par la crise en faisant des pactes sociaux avec le gouvernement « socialiste » de Zapatero ou, depuis l'arrivée au pouvoir du PP de Rajoy, avec des journées d'action dispersées et des demandes de dialogue social, ou Thierry Bodson, secrétaire général de l'interrégionale wallonne de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), principale confédération belge, qui joue un rôle analogue à celui des autres directions confédérales en Europe.

tème.

« Révolution par les urnes » ?

Nulle part les élections n'ont accompli une quelconque révolution, ni même permis de véritables réformes progressistes. Ce ne sont pas les élections qui ont imposé la journée de 8h après la première guerre mondiale, où la Chambre des députés était dominée par la droite, mais la révolution russe et les mobilisations ouvrières d'après-guerre. Ce n'est pas la victoire électorale du Front Populaire qui a conduit à instauration des congés payés et de la semaine des 40 h : c'est la grève générale de 1936, avec occupation d'usines, finalement trahie par la SFIO (PS de l'époque) et le PCF. Au Chili, Allende a beau eu gagné les élections : il n'a pas pu appliquer son programme, pourtant relativement modéré, parce que le haut commandement militaire, en connexion avec le grand patronat et les impérialistes américains ont organisé un coup d'État contre lui. Plus récemment, et malgré le caractère très modéré de ses réformes, Chavez, bien qu'il ait gagné largement les élections, a dû faire face lui aussi à un coup d'État, stoppé par la mobilisation des masses et par le contre-soulèvement d'une partie de l'armée face aux putschistes. En Tunisie, en Égypte, en Syrie, ce n'est pas par les urnes que les processus révolutionnaires se développent, c'est par la lutte des classes et dans la rue.

« Révolution citoyenne » ? « Insurrection civique » ? « Assemblée constituante » ?

C'est là une constante du discours de Mélenchon : aux travailleurs, aux prolétaires, aux ouvriers, il oppose les citoyens, le peuple, son pays. Bien sûr, le candidat du Front de Gauche se veut le défenseur des pauvres, des petits, des méprisés, contre les riches,

les gros, les puissants. Mais il refuse fondamentalement un vocabulaire qui ferait référence à la lutte des classes. Dans son discours de la Bastille, il est frappant de voir qu'en ce jour d'anniversaire de la Commune, il n'ait fait aucune allusion à un autre moment de l'histoire des luttes ouvrières que le glorieux épisode de la Commune, dont il n'a d'ailleurs pas rappelé le sens ni la portée : rien sur la grève contre la réforme des retraites de 2010, rien sur la vague de bagarres contre les fermetures d'usines en 2009, rien sur la lutte à demi-victorieuse contre le CPE, rien sur le grand mouvement de novembre-décembre 1995, rien sur mai 68, rien sur mai-juin 1936, ... Et en toute logique, pour changer le monde, il appelle de ses vœux une simple Assemblée Constituante, non la grève générale insurrectionnelle, non le gouvernement des travailleurs eux-mêmes. Pourtant, la Commune de Paris, ce n'était justement que cela : le premier gouvernement des travailleurs.

Ne nous laissons pas dupper par Mélenchon aujourd'hui, comme par Mitterrand hier :

Il n'y a de politique favorable aux travailleurs sans rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire sans prise de pouvoir par les travailleurs auto-organisés !

Post-scriptum

Cet article a suscité l'intérêt de nombreux camarades, confrontés quotidiennement dans les discussions avec les travailleurs, les travailleuses et les jeunes aux questions portant sur la légitimité politique d'une candidature propre du NPA.

Des reproches contradictoires ?

L'un d'entre eux se demande si nous n'adressons pas à Mélenchon des critiques contradictoires.

D'un côté, nous lui reprochons de défendre un programme incompatible avec le capitalisme alors même qu'il ne veut pas en sortir et expliquons que la mise en œuvre de son programme de relance keynésienne dans le cadre du capitalisme, loin d'améliorer la situation des travailleurs, conduirait très vite à une aggravation de la crise économique et donc sociale, puis à un tournant de la rigueur. De l'autre, nous lui reprochons de renoncer à des revendications essentielles pour les travailleurs (retour au 37,5 pour tous, abolition du travail précaire, refus de se prononcer pour l'interdiction des licenciements, renoncement à l'annulation de la dette, refus du combat contre l'impérialisme français, etc.) et nous expliquons ces renoncements par le refus de rompre avec le cadre du capitalisme. Ce camarade nous demande donc s'il ne faudrait pas au moins accorder à Mélenchon le mérite d'une certaine cohérence : celle de proposer un programme suffisamment tiède pour, tout en améliorant un peu le sort des travailleurs, rester compatible avec le capitalisme. On pourrait ici proposer deux éléments de réponse.

La contradiction est du côté de Mélenchon

D'une part, la contradiction ne se trouve pas en réalité de notre côté, mais de celui de Mélenchon. En effet, il cherche à accorder ce qui ne peut pas l'être : une politique favorable aux travailleurs et travailleuses et le maintien dans le cadre du capitalisme. C'est pourquoi Mélenchon doit se livrer à des zigzags brutaux et incohérents : tantôt faire une sortie « radicale » contre « les requins de la finance », puis renoncer à annuler la dette ; tantôt exiger l'augmentation du SMIC à 1700 euros brut puis expliquer que cette augmentation serait appliquée d'une façon telle qu'elle ne menacerait pas la compétitivité des entreprises ; tantôt dénoncer vigoureusement le PS et ensuite

voter avec lui des budgets capitalistes dans les régions, etc. Quand il parle aux travailleurs, Mélenchon met bien sûr l'accent sur le côté social de son programme; quand il s'adresse aux capitalistes il met l'accent sur la compatibilité de son programme avec le capitalisme. C'est un peu comme Hollande qui, dans ses discours de meeting prétend combattre le « monde de la finance », mais qui, à Londres, devant les journalistes des quotidiens de la bourgeoisie, rappelle que la « gauche » au pouvoir a libéralisé et privatisé à tour de bras...

Aujourd'hui il n'y a pas de marges de manœuvre pour une politique de relance keynésienne

D'autre part, la remarque du camarade soulève la question de

fond suivante : aujourd'hui, y a-t-il, oui ou non, une marge de manœuvre pour une politique de relance keynésienne? Une petite hausse des salaires ne serait-elle pas supportable pour le capitalisme français? Il nous semble que la réalité elle-même montre que ce n'est pas le cas. En effet, malgré les contre-réformes et la politique de rigueur menée tambour battant par Sarkozy pendant 5 ans, la France vient de perdre la note AAA pour sa dette. Cela signifie que, du point de vue de la bourgeoisie, Sarkozy n'est pas encore allé assez vite et n'a pas frappé assez fort. La meilleure situation économique relative du capitalisme allemand s'explique en ce moment, comme nous l'avons souligné dans un précédent article, par la baisse des coûts salariaux unitaires dans ce pays relativement

à ceux de ses principaux concurrents européens, notamment d'Europe du Sud, mais aussi la France (<http://tendanceclair.npa.free.fr/article.php?id=223>). Si déjà en 1981, la politique de relance keynésienne de Mitterrand a conduit rapidement à une détérioration de la situation économique et sociale, puis au tournant de la rigueur, cela serait encore infiniment plus vrai de la politique de Mélenchon aujourd'hui. Entre temps, l'économie a été considérablement libéralisée, les mouvements de capitaux sont encore infiniment plus faciles, la délocalisation de la production peut se faire dans le cadre même de l'UE et surtout la crise économique capitaliste est bien plus profonde et étendue.

Antoni Mivani

Réponse à quelques arguments de camarades qui veulent appeler à voter Hollande au second tour

Le dernier CPN a refusé de discuter sérieusement de la question du second tour. Néanmoins, la majorité a décidé de ne donner de consigne de vote qu'au soir du premier tour. Pourtant, de façon non démocratique, nos porte-parole dans les médias (principalement Philippe Poutou et Olivier Besancenot) ne cessent de marteler qu'il faudrait voter pour « battre Sarkozy » et donc voter Hollande.

Notre position a été largement minoritaire au CPN, mais nous voulons tenter ici d'examiner les arguments des camarades¹ pour tenter de les convaincre que nous ne devons pas appeler à voter pour Hollande (ou à « battre Sarkozy », ce qui revient au même).

L'électorat populaire s'apprête-t-il à voter massivement Hollande?

Beaucoup de camarades pensent que la masse des prolétaires s'apprête à voter Hollande pour chasser Sarkozy. Certes, nous avons tous autour de nous des collègues qui vont agir ainsi : c'est logique vu les coups portés par Sarkozy depuis 5 ans. Mais, en même temps, nous devons souligner auprès d'eux que, en élisant Hollande, ils auront chassé Sarkozy, mais pas sa politique. En effet, Hollande annonce sans ambiguïté vouloir garder la plupart des lois votées sous Sarkozy et explique qu'il aurait appliqué une politique d'austérité aussi dure que celle de Papandréou s'il avait

été à sa place.

Cependant, l'idée que les prolétaires s'apprêteraient à voter en masse pour Hollande déforme la réalité. Si l'on remplace les schémas tout faits par l'analyse concrète des intentions de vote des prolétaires, on se rend compte que :

1) Au premier tour, l'électorat populaire (ouvriers et employés) ne s'apprête pas à voter massivement pour le candidat socialiste. Au contraire, Hollande fait moins que son score moyen dans les classes populaires. D'après un

1. Notamment ceux de Pascal Morsu, camarade de la P2, qui a fait une contribution sur le sujet – « A propos de l'orientation électorale actuelle du NPA » – disponible sur notre site : <http://tendanceclair.npa.free.fr/contenu/autre/morsu.pdf>

sondage BVA¹ sur un échantillon de 2 800 personnes, Hollande ferait 22% chez les ouvriers contre 28% en moyenne.

2) Malgré une hostilité de Sarkozy très grande dans le prolétariat, ce dernier ne s'apprête pas à voter largement pour Hollande au second tour :

– D'une part, les instituts de sondage annoncent une abstention historique (supérieure encore au 1er tour de 2002) autour de 30% au 1er tour de l'élection, qui sera certainement aussi très élevée au second tour. On sait en outre que l'abstention sera bien plus forte dans les classes populaires que dans les classes aisées.

– D'autre part, même parmi ceux qui iront voter, la déferlante Hollande s'annonce toute relative : seuls 56% des employés et 57% des ouvriers s'apprêtent à voter Hollande, soit à peine plus que son score moyen (54%) d'après un sondage Ifop².

– Enfin, selon le même sondage Ifop, seuls 33% des ouvriers et 37% des employés seulement souhaitent la victoire de Hollande (25% des ouvriers souhaitent la victoire de Sarkozy, et surtout 32% ne souhaitent la victoire ni de l'un ni de l'autre).

On est donc très loin d'une déferlante annoncée pour voter Hollande afin de se débarrasser de Sarkozy. Hollande n'est pas Mitterrand : ni au niveau de son programme, ni au niveau de sa base militante, ni au niveau de ses électeurs.

Le parti socialiste est-il un parti réformiste ?

Pour justifier la possibilité d'un appel clair au vote Hollande au second tour, certains camarades défendent l'idée que le PS serait toujours un parti réformiste (ou « ouvrier-bourgeois », selon

la terminologie de Lénine, qui désignait par là les partis sociaux-démocrates pour désigner à la fois leur appartenance au mouvement ouvrier et la nature bourgeoise de leur politique). Pourtant, on ne peut s'en tenir à l'argument de l'héritage historique. Ce n'est pas parce que le PS a été réformiste qu'il l'est toujours !



Le réformisme consiste à promettre de construire une société socialiste, débarrassée de l'exploitation capitaliste, par étape et sans rupture franche avec les institutions politiques capitalistes. Jusqu'au début des années 1980, le PS était un parti réformiste : il prétendait vouloir sortir du capitalisme et se revendiquait même d'une forme de marxisme. Mais ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui : son horizon indépasseable est le capitalisme, et il ne se revendique même plus de la défense des intérêts des travailleurs contre ceux des capitalistes. Il prétend simplement défendre l'intérêt général, la justice sociale, dans le cadre d'une « économie sociale de marché ». Le fait que le PS mette en avant quelques mesures sociales (création de postes dans l'enseignement — en fait aux dépens d'autres emplois publics ! —, abrogation de la TVA sociale, etc.) n'est absolument pas la preuve de sa nature réformiste. Un parti bourgeois de « gauche » (relativement à un parti bourgeois de « droite ») se doit de se différencier en promettant quelques mesures sociales et démocratiques (comme des droits pour les homosexuels dans le cas du PS). De la même façon que le parti démocrate aux

USA est (du moins en parole) pour taxer un peu plus fortement les plus aisés que le parti républicain, le PS (mais aussi le MODEM de Bayrou, parti évidemment bourgeois) dit vouloir alourdir la fiscalité des plus riches par rapport à ce que souhaite l'UMP. Ce qui distingue un parti réformiste d'un parti « bourgeois de gauche » est, en dernière instance, fort simple : même si les deux appliquent une politique pro-capitaliste une fois au pouvoir (faute de vouloir se donner les moyens de rompre avec le capitalisme), un parti « ouvrier-bourgeois » réformiste prétendra que c'est une étape malheureuse mais inévitable avant d'aller au socialisme, alors qu'un parti « bourgeois » assumera franchement son attachement au capitalisme.

Nous pensons que le PS est un parti bourgeois. Il n'a plus rien à voir avec les partis socialistes d'autrefois : alors que Hollande promet aux travailleurs de mettre en place la rigueur et de s'attaquer à leurs conditions de vie, peut-on oser dire, qu'un vote massif pour Hollande contribuerait à affaiblir la bourgeoisie, à lui infliger une défaite sur le terrain électoral ? Faudrait-il blâmer un travailleur qui refuserait de s'en remettre à un autre politicien bourgeois contre le sortant ? Ne faudrait-il pas se réjouir, au contraire, de ce refus de choisir un des candidats de la bourgeoisie ?

Voter Hollande pour alimenter nos propres illusions... alors qu'une grande partie des travailleurs n'attend plus rien du PS ?

Enfin, le principal argument des camarades qui veulent que le NPA appelle à voter Hollande est que la résistance des travailleurs sera plus difficile si Sarkozy gagne, car il s'ensuivrait une démoralisation. Là encore, les camarades substituent un schéma abstrait à

1. http://www.bva.fr/data/sondage/sondage_fiche/1121/fichier_intention_de_vote_bva-le_parisien_-_avril_2012dd0f0.pdf

2. <http://www.parismatch.com/Actu-Match/Presidentielle-2012/import/pdf/rapport-02-04-2012.pdf>

l'analyse concrète de la réalité. Lorsque l'honni Berlusconi a fini par être vaincu aux élections par une coalition de la « gauche » italienne en 2006 (qui incluait le PDS, parti social-démocrate héritier du parti stalinien, la Marguerite, le Parti de la Refondation Communiste, etc.), est-ce que cela a rendu la lutte contre les coups du patronat plus facile ? A-t-on vu un bond en avant de la lutte de classes ? Pas du tout. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle dès 2008, la gauche a de nouveau été balayée et Berlusconi est revenu. De même, en Grèce, lorsqu'en 2009, la Nouvelle Démocratie a été chassé du pouvoir par le PASOK, est-ce que la résistance aux mesures d'austérité a connu un saut qualitatif ? Non plus ! Tout au contraire, dans un cas comme dans l'autre, la bureaucratie syndicale a redoublé sa politique de collaboration de classe, facilitant le passage des contre-réformes, habillées d'un vernis social.

Alors, sans doute, à très court terme, une victoire de Sarkozy pourrait démoraliser une partie des travailleurs qui luttent et des militants des syndicats ou du Front de gauche, alors qu'une victoire de Hollande leur donnerait de l'espoir. Mais cela ne ferait que les confronter plus directement et plus brutalement à la tâche qui leur fait face : vaincre par la lutte des classes, c'est-à-dire par la grève générale, l'offensive capitaliste qui sera menée par le vainqueur de la présidentielle, quel qu'il soit. Et cela les mettrait inévitablement en conflit avec les directions de leurs syndicats ayant tout misé sur le retour de Hollande et rien sur la préparation d'une lutte de classe sérieuse. Inversement, le moral immédiat serait sans doute meilleur parmi ces mêmes travailleurs en cas de vic-

toire de Hollande. Mais ils auraient alors à affronter d'autres obstacles, non moins redoutables, sur la voie de leur lutte de classe. L'image plus « sociale » de Hollande et la collaboration encore plus éhontée des directions syndicales seraient un obstacle considérable, que beaucoup de camarades semblent sous-estimer.

De plus, alors qu'une abstention record s'annonce et que l'approfondissement de la crise risque d'ébranler les institutions dans les prochaines années, la bourgeoisie a intérêt à faire croire que sa « démocratie » fonctionne bien, que le peuple peut « choisir librement » l'alternance.

Au fond, l'argumentation de certains camarades qui voudraient que l'on appelle à voter Hollande se résume à ceci : ils pensent, eux aussi, que pour les travailleurs Hollande serait moins pire que Sarkozy. C'est pourquoi, au lieu de dialoguer avec les salariés pour les aider à rompre avec leurs illusions, ils proposent de s'y s'adapter.

Pour renforcer notre classe face à la nouvelle offensive capitaliste en préparation, le rôle principal et immédiat du NPA est de combattre pied à pied non seulement le bilan et le programme de Sarkozy, mais tout autant le projet de Hollande et les illusions qu'il peut susciter chez une partie des travailleurs — tout comme d'ailleurs, sur un autre plan, les illusions envers Mélenchon.

Fondamentalement, la meilleure façon de préparer la résistance à l'offensive capitaliste est non seulement de maintenir notre totale indépendance face aux candidats de la bourgeoisie, mais de dénoncer avec force leur volonté commune de faire payer la crise aux travailleurs par des attaques sans précédent. Même si cela nécessite de naviguer à contre-

courant vis-à-vis d'une partie des électeurs de gauche, ce serait se tirer une balle dans le pied que d'appeler à voter pour un personnage qui s'apprête à frapper les travailleurs beaucoup plus durement encore que Sarkozy ne l'a fait jusqu'à présent (parce que la situation objective l'exige). Ce serait aussi faire le jeu du Front national qui pourrait ainsi prétendre être le seul adversaire du « système » puisque le seul à ne pas rallier, au second tour, un des candidats de ce « système ».

La tâche principale des anti-capitalistes, c'est d'être à l'avant-garde du combat pour regrouper toutes les organisations, partis et syndicats, et tous les travailleurs, qui veulent combattre par la lutte les mesures d'austérité en préparation, quels que soient le nom et l'étiquette du représentant de la bourgeoisie qui aura à les exécuter. Les travailleurs possèdent la puissance d'arrêter l'offensive capitaliste, mais l'orientation et la tactique des directions syndicales, liées au PS ou au Front de gauche, les a jusqu'ici partout conduit à la défaite. Pourtant, comme l'ont montré nos frères et sœurs de Guadeloupe, ce n'est pas une fatalité. Même contre un gouvernement déterminé et répressif, on peut gagner. Notre modèle, c'est celui du LKP : définir précisément les revendications, construire l'unité autour d'elles, les populariser, appeler à la grève générale et la construire en partant des entreprises et des établissements les plus mobilisés. C'est comme cela seulement que nous pourrions réussir à vaincre l'offensive du capital partout en Europe et ouvrir la voie à un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, le seul capable de mettre un terme à la crise.

Gaston Lefranc

Il n'y a rien à attendre d'un éventuel gouvernement du PS !

Retour sur le bilan de la « gauche plurielle » au pouvoir (1997-2002)

Nous publions ici un bilan du gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon de 1997-2002. Cet article a été écrit quelques mois avant les précédentes élections présidentielles, mais il n'a rien perdu de son actualité. Au moment où il est vraisemblable que le PS revienne au pouvoir avec sans doute le soutien plus ou moins franc du Front de gauche, il est juste de nous rafraîchir la mémoire. D'autant plus que la politique d'austérité qui s'annonce avec Hollande dans une situation de crise internationale sans précédent sera incomparablement pire que la politique déjà bien réactionnaire menée par Jospin pendant une période de croissance assez soutenue...

Peu de prolétaires et de jeunes se font d'illusions sur les capacités et la volonté du PS d'améliorer leur sort s'il emporte les prochaines élections. Certains, cependant, se demandent s'il ne vaut pas mieux porter ce parti au pouvoir pour faire barrage à Sarkozy et à la droite, dans l'idée que la politique de la « gauche » serait, sinon meilleure que l'actuelle, en tout cas « moins pire ». Cet état d'esprit exprime une certaine lucidité, tout à fait saine en elle-même, impliquant un fort recul des illusions réformistes qui prévalaient jusqu'aux années 1980 ; mais, en même temps, un tel raisonnement reflète une crise profonde de la politique en tant qu'instance capable de porter des projets alternatifs et des espoirs pour les masses : on ne se prononce plus pour un programme, mais on se sert du vote pour éliminer tels ou tels politiciens. Dans cette situation, les communistes révolutionnaires ont plus que jamais à proposer clairement aux travailleurs et aux jeunes leur propre programme : ils n'ont

pas à céder aux sirènes du prétendu « réalisme » consistant à porter au pouvoir le PS et ses alliés sous prétexte de « battre la droite ».

En effet, le patronat et les gouvernements à son service, quels qu'ils soient, ne peuvent être réellement « battus » que par la lutte de classe. Leurs défaites électorales ne constituent absolument pas un but en soi, même si elles peuvent avoir tactiquement de l'importance dans certaines circonstances (ce fut le cas notamment lors du référendum du 29 mai 2005, qui a affaibli Chirac et son gouvernement, mais aussi le PS dont la direction appelait à voter Oui). Pour les communistes révolutionnaires, ce qui compte avant tout est de faire progresser la combativité, le degré d'organisation et la conscience de classe du prolétariat et des opprimés. Dans cette perspective, il peut être juste d'appeler à voter pour un parti réformiste quand il n'a pas exercé le pouvoir depuis longtemps et qu'une partie importante des travailleurs se font des illusions à son sujet : il faut alors les aider à faire leur propre expérience quant à la réalité de ce parti en accompagnant le mouvement par lequel ils le portent au pouvoir. En revanche, quand les travailleurs n'ont plus d'illusions à l'égard de tels partis, et *a fortiori* quand ceux-ci sont devenus de purs et simples partis bourgeois, comme c'est le cas du PS aujourd'hui, il n'est pas possible d'appeler à voter pour eux, mais il faut consacrer toutes les forces à la préparation d'une puissante résistance aux attaques de la bourgeoisie, avec l'objectif d'une contre-offensive générale et décisive.

Or il ne s'agit pas là de principes abstraits : *s'il revient au pouvoir, le PS ne mènera en aucun cas une politique favorable au prolétariat et à la jeunesse. Ce serait re-*

tomber dans les pires illusions réformistes que de prétendre le pousser à prendre des mesures progressistes. Tout ce que pourront faire les travailleurs et les jeunes, c'est de résister aux attaques d'un éventuel gouvernement de gauche, qui s'inscriront dans la continuité de celles de l'actuel gouvernement de droite. La question de vaincre le gouvernement du PS ne se poserait pas moins fortement que celle de battre le gouvernement actuel. De manière générale, dans le cadre de l'État bourgeois, même « démocratique », c'est le patronat qui gouverne, non le gouvernement officiel. Et, en ce qui concerne le PS en particulier, l'expérience récente montre que, quand il était « aux affaires », il n'a jamais rien fait pour contrer les exigences des capitalistes, mais qu'il s'y est au contraire constamment plié. C'est pourquoi il est tout particulièrement utile de rappeler les traits les plus saillants de la politique mise en œuvre pendant cinq ans par la « gauche plurielle » sous le gouvernement Jospin.

Élue après la puissante lutte de classe de novembre-décembre 1995, la « gauche plurielle » n'a fait que poursuivre et aggraver la politique anti-ouvrière de Balladur et Juppé

Après le puissant mouvement de novembre-décembre 1995 (contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale, le projet de réforme des retraites des fonctionnaires et le contrat de plan État/SNCF), le gouvernement Chirac-Juppé est considérablement affaibli et ne parvient pas à mener efficacement la politique qu'exige de lui la bourgeoisie française. Moins de deux ans après sa victoire à la présidentielle de 1995, Chirac se résout donc à tenter le tout

pour le tout en décidant la dissolution de l'Assemblée nationale : il espère une relégitimation par les urnes de sa politique partiellement mise en échec dans la rue. Mais sa défaite est cuisante : la coalition de « gauche plurielle » (PS, PCF, Verts, MDC, Radicaux de gauche) s'impose aux élections législatives anticipées de 1997. Lionel Jospin est nommé Premier ministre par Chirac (c'est la troisième « cohabitation » en onze ans) et constitue un gouvernement où se trouvent à la fois des chefs du PS (Strauss-Kahn, Allegre, Royal, Lang, Aubry...), du PCF (Gaysot, Buffet), des Verts (Voynet) et du MDC (Chevènement).

L'une des premières décisions de Jospin est de laisser fermer l'usine de Renault-Vilvorde (Belgique), alors que lui-même et l'ensemble des partis de la gauche plurielle avaient manifesté contre cette décision quelques mois avant leur élection et s'étaient engagés à empêcher sa liquidation s'ils revenaient au pouvoir. À partir de là, Jospin et ses ministres n'auront de cesse de réitérer leur refus de s'en prendre aux intérêts patronaux, fût-ce manière limitée. Par exemple, à la rentrée 1999, au moment où 7 500 suppressions d'emplois sont annoncées par Michelin, Jospin déclare sur France 2 : *« Je ne crois pas que l'on puisse administrer l'économie. Il ne faut pas attendre tout de l'État. »* De même, en avril 2001, la ministre Élisabeth Guigou affirme à l'Assemblée nationale : *« La loi ne peut pas tout. Il ne faut pas semer de fausses illusions. »* En fait, la seule fois où Jospin fait mine de critiquer les capitalistes, c'est quand il se défait de ses responsabilités en refusant de venir en aide aux victimes de la catastrophique tempête de 1999 : *« Le gouvernement n'entend pas se substituer aux assurances privées »*, déclare-t-il pour justifier son refus de donner de l'argent aux sinistrés...

Pourtant, le gouvernement Jospin n'est nullement impuissant : il sait très bien faire prendre des

mesures efficaces... quand il s'agit de servir les intérêts des patrons et de démanteler les uns après les autres les droits des travailleurs et les services publics. C'est ainsi que, après avoir refusé d'augmenter les *minima* sociaux en 1998 (déclenchant un fort mouvement des chômeurs contre sa politique), il cautionne, en 1999-2000, une réforme de l'Unedic qui aggrave considérablement la subordination de l'assurance-chômage au flicage généralisé des demandeurs d'emploi. Puis, en octobre 2000, Jospin et Aubry approuvent l'accord passé entre le MEDEF et la CFDT instaurant le PARE, destiné à individualiser les droits de chômeurs et à radier ceux qui n'acceptent pas n'importe quel travail : c'est cet accord, s'appliquant depuis juillet 2001, qui explique les dizaines de milliers de radiations annuelles que nous connaissons depuis. Un mois plus tard, en application de directives européennes, l'Assemblée nationale dominée par la « gauche » brise des acquis fondamentaux du mouvement ouvrier en autorisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie et en rétablissant l'autorisation du travail des enfants à partir de 13 ans.

Les lois Aubry dérèglent le temps de travail

Mais les lois Aubry, dira-t-on, n'ont-elles pas permis une diminution du temps de travail, ne sont-elles pas un acquis des travailleurs ? En fait, cette mesure-phare du gouvernement Jospin ne se contente nullement de répondre à une revendication fondamentale des travailleurs : en réduisant d'un côté le temps de travail *annuel*, elle introduit de l'autre une série de dispositions qui sont en fait tout à l'avantage des patrons : non seulement les entreprises bénéficient de nouveaux crédits d'impôts substantiels et de nouvelles exonérations de cotisations sociales, mais *l'annualisation du temps de travail accroît la durée de nombreuses journées et semaines de*

travail (flexibilité des horaires) et bloque les salaires (notamment par l'instauration d'un double SMIC et par la suppression de la majoration des heures supplémentaires qui étaient antérieurement prises en compte sur une base hebdomadaire). De plus, les lois Aubry mettent en cause le « principe de faveur », en autorisant des accords d'entreprise à déroger aux règles plus favorables des conventions collectives. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que les grèves se multiplient dans les entreprises au moment où les lois Aubry s'appliquent concrètement (grèves malheureusement dispersées par la tactique des directions syndicales complices du gouvernement, mais parfois puissantes, comme celle des travailleurs de la SNCF en mai 1999). Et il n'est pas plus surprenant que Martine Aubry elle-même déclare à l'Assemblée Nationale, en février 1998, que sa loi est une *« véritable opportunité pour les entreprises »*.

Application du plan Juppé, budgets maastrichtiens et privatisations des services publics

Dès l'élaboration de leur premier budget, à l'automne 1997, les députés de gauche appliquent le plan Juppé contre la Sécurité sociale (le PCF s'abstenant), alors que tous leurs partis s'y étaient opposés en décembre 1995, sous la pression de la lutte de classe. Puis, année après année, leurs lois de financement de la Sécurité sociale n'auront de cesse d'augmenter les exonérations de cotisations patronales (jusqu'à 17 milliards d'euros) et de prévoir des plans d'économies toujours plus drastiques au détriment des assurés sociaux. Au moyen de « l'enveloppe globale », ils imposent notamment une restructuration des hôpitaux, sommés de réaliser des économies à n'importe quel prix : cela se traduit par la fermeture de milliers de lits, de centaines de services d'urgence (plan Kouchner de

mars 1998), de nombreux établissements spécialisés pour les enfants handicapés, de maternités, de services psychiatriques, voire d'hôpitaux entiers (comme l'hôpital Rothschild à Paris). Pour faire croire à bon compte qu'il mène une politique favorable aux plus démunis, le gouvernement Jospin met en place la CMU (Couverture Maladie Universelle) en 1999; mais au lieu d'étendre les droits de la Sécurité sociale à ceux qui en sont privés, cette opération très médiatique, accompagnée d'énormes larmes de crocodiles, introduit le « principe » ignoble du « panier de soins et de services médicaux » : celui-ci consiste en une enveloppe financière à ne pas dépasser, interdisant ainsi aux malades les plus pauvres d'être soignés comme les autres, selon leurs besoins.

De manière générale, la politique budgétaire du gouvernement Jospin, cadrée par le Traité de Maastricht, le Traité d'Amsterdam (ratifié au printemps 1998) et la préparation du passage à l'euro, consiste à limiter drastiquement des dépenses publiques, à augmenter les impôts payés par les travailleurs et à alléger ceux des patrons. C'est ainsi qu'il maintient l'augmentation de la TVA de 2 %, décidée par Juppé, alors que les partis de gauche l'avaient dénoncée avant d'arriver au pouvoir. De plus, il augmente le montant de la redevance audiovisuelle et il décide, dès l'automne 1997, d'intégrer les indemnités de maternité dans le revenu imposable, accroissant ainsi le nombre de ménages soumis à l'impôt sur le revenu et le montant des impôts de ceux qui le paient déjà. En revanche, le gouvernement de « gauche » multiplie les crédits d'impôts pour les patrons qui embauchent, bien qu'il s'agisse surtout de contrats précaires, allège la taxe professionnelle et, chaque année, un nombre croissant d'impôts payés par les entreprises.

Au lieu de lutter contre la précarité, le gouvernement Jospin ajoute un nouveau type de

contrats précaires à ceux qui existent déjà : ce sont les fameux « emplois-jeunes ». Si 300 000 jeunes en signent pour assurer leur survie, aucun avenir ne leur est garanti : de fait, la plupart seront « remerciés » au bout de cinq ans au plus. Dans le même temps, le ministre de l'Éducation Claude Allègre annonce son projet de « dégraisser le mammoth », c'est-à-dire de réduire le nombre d'emplois dans l'Éducation nationale. Il supprime 3 000 postes statutaires de surveillants (MI-SE), de nombreux postes d'agents administratifs (notamment par la mise en place de la gestion déconcentrée des personnels) et des milliers de postes aux concours de l'enseignement (alors que les enseignants, les élèves et les parents revendiquent plus de moyens, avec notamment une puissante mobilisation en Seine-Saint-Denis). Parallèlement, Allègre, avec sa complice Ségolène Royal qui est alors ministre déléguée de l'enseignement scolaire, aggrave l'autonomie des établissements et instaure les « contrats éducatifs locaux » (rentrée 1998), mettant en cause l'égalité des droits et le caractère national des programmes. Après la démission d'Allègre sous la pression d'un puissant mouvement des enseignants, Lang poursuit la même politique, se contentant de formules plus courtoises. Il décide en outre la mise en place de la réforme dite « LMD » des diplômes universitaires, au nom de l'« harmonisation européenne », en fait pour démanteler le caractère national des diplômes, leur contenu d'enseignement et l'égalité des droits qui leur était liée.

Tous les services publics sont touchés par la politique régressive du gouvernement de « gauche plurielle », qui avalise l'ensemble des décisions des sommets européens successifs (où Chirac et Jospin parlent d'une seule voix), impulse une politique d'intercommunalité forcée destructrice des services publics de proximité (loi Chevènement de février 1999) et priva-

tise à lui seul plus que Balladur et Juppé réunis. Il procède notamment à l'« ouverture du capital » de France Telecom et d'Air France (été 1998), ainsi qu'à l'ouverture à la concurrence (fin du monopole pour de nombreuses activités) des marchés de La Poste (ordonnances d'octobre 2000) et d'EDF-GDF (février 1999). Il privatise le Crédit lyonnais, le CIC, Thomson-CSF et Aérospatiale. Le ministre PCF Gayssot fait éclater la SNCF par la création du RFF (Réseau Ferré Français), séparant les activités liées aux infrastructures et celles de l'exploitation pour préparer l'ouverture à la concurrence et la privatisation. Tandis que la baisse du taux de rémunération du livret A est décidée (été 1999), le statut des Caisses d'épargne est aligné sur celui des banques classiques (février 2001). Au ministère des finances, Christian Sautter essaie de faire passer une contre-réforme en février 2000, provoquant une puissante mobilisation qui le contraint finalement à reculer, puis à démissionner.

Enfin, Jospin lance (à partir de l'été 2000) un plan de destruction de milliers de logements sociaux alors qu'il en manque cruellement dans la plupart des communes urbaines. Cela contribue à augmenter les loyers des HLM (sous prétexte de réhabilitation) et s'accompagne d'une politique de généreuses subventions pour le logement privé.

Mesures contre les sans-papiers et les immigrés, politique impérialiste

Le gouvernement Jospin-Chevènement refuse de régulariser globalement les sans-papiers, se contentant d'en régulariser une partie après un examen des dossiers au cas par cas, qui permet aussi un fichage généralisé. Il condamne ainsi des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles à continuer à vivre dans la clandestinité, victimes quotidiennes des patrons et de la police.

De plus, en décembre 1997, la loi Guigou alourdit les conditions d'acquisition de la nationalité française pour les personnes nées en France. Et, en janvier 1998, la loi Chevènement reprend à son compte l'ensemble des lois anti-immigrés de ses prédécesseurs, y compris les lois Pasqua-Debré dénoncées par la gauche quand elle était dans l'opposition, et elle les aggrave même, notamment en prolongeant la durée de détention possible de 10 à 12 jours pour les étrangers en situation irrégulière. Dans ce cadre, des expulsions d'étrangers ont lieu régulièrement, pavant la voie à la politique actuelle de Sarkozy.

Quant à la politique impérialiste de la France, Jospin marche main dans la main avec Chirac, se contenant de regretter que l'ONU n'ait pas été consultée lorsque le gouvernement étatsunien bombarde l'Irak (notamment en février et décembre 1998) et participant directement au bombardement de la Yougoslavie dans le cadre de l'OTAN (Chevènement démissionne alors du gouvernement, mais non Buffet et Gaysot, qui se contentent de gémir lamentablement), puis à l'intervention impérialiste en Afghanistan à l'automne 2001.

Préparation des mesures mises en place par Raffarin-Fillon

Enfin, le gouvernement Jospin avait préparé d'autres contre-réformes majeures, qu'il n'a pas eu le temps de mettre en œuvre lui-même, passant finalement le relais à Raffarin. En particulier, dès octobre 2000, une commission est mise en place sous la direction de Pierre Mauroy pour approfondir la régionalisation, l'inter-

communalité forcée et le transfert des personnels techniques et administratifs de l'Éducation nationale aux collectivités territoriales. Les conclusions de ce rapport seront largement mises en œuvre par la loi de décentralisation de Raffarin en 2003.

De même, Jospin a largement engagé la préparation de la contre-réforme des retraites finalement imposée par Fillon. Il avait commandé au commissaire au plan Charpin un rapport préparatoire, paru au début de l'année 1999, qui préconisait notamment la contre-réforme des régimes spéciaux. L'année suivante, en février 2000, le rapport Teulade propose de mettre en place des fonds de pensions. La loi Fabius de 2001 commence à réaliser ce programme, avec la mise en place d'une épargne salariale présentée comme « fonds de pensions à la française », c'est-à-dire consistant en une capitalisation accompagnée de quelques « garanties ». Enfin, au sommet européen de Barcelone, Jospin signe avec Chirac l'engagement d'élever l'âge de la retraite pour les fonctionnaires et pour tous les salariés, ouvrant la voie à ce qui deviendra la contre-réforme contre laquelle des millions de travailleurs se sont mobilisés au printemps 2003...

Finalement, à l'exception du PACS, mesure progressiste malgré son insuffisance (il maintient une inégalité entre les couples mariés et non-mariés, il ne s'accompagne pas du droit à l'adoption pour les couples homosexuels, etc.), c'est bien l'ensemble de la politique du gouvernement Jospin qui a été régressive si l'on se place du point de vue des intérêts des prolétaires et de la majorité de la population. C'est pourquoi, lors de l'élection présidentielle du 21 avril 2002,

32 % des électeurs se sont abstenus ou ont voté blanc, le PS a perdu 2,5 millions de voix, le PCF s'est effondré en perdant 2/3 des sièges par rapport à 1995, alors que les forces d'« extrême gauche » (LO, LCR et PT) doubleraient leurs scores en dépassant la barre des 10 %, avec 3 millions de voix en tout. Cette sanction populaire du gouvernement Jospin avait d'ailleurs été annoncée l'année précédente, en mars 2001, au moment des élections municipales, où la « gauche plurielle » avait gagné les villes bourgeoises de Paris et de Lyon, mais perdu une quarantaine de villes de plus de 20 000 habitants, notamment celles où se présentaient des ministres en poste (Guigou, Trautmann, Lang, Mélenchon, Voynet, Gaysot...).

Aujourd'hui, les communistes révolutionnaires doivent rafraîchir les mémoires, refuser de céder au chantage du « vote utile » et à l'épouvantail de l'extrême droite, dont la progression ne s'explique que par les dégâts du capitalisme et de la politique « alternée » de la droite et de la gauche à son service. Seule la lutte de classe la plus résolue, guidée par un programme anti-capitaliste clair et conséquent, pourra faire reculer et vaincre la bourgeoisie, ses gouvernements et ses forces politiques de toutes les nuances. Ce n'est que dans cette perspective que la question de la participation tactique aux élections doit être posée, avec l'objectif de faire connaître à des millions de travailleurs et de jeunes un véritable programme anti-capitaliste capable de faire progresser leur conscience, de leur donner envie de s'organiser politiquement et de nourrir leurs luttes de classe directes.

Nina Pradier

Sur le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements »

L'interdiction des licenciements est un mot d'ordre central du NPA depuis sa fondation. C'est une bonne revendication car elle exprime une aspiration fondamentale des travailleurs : avoir un emploi stable pour vivre et se projeter dans l'avenir, refuser d'être réduit au statut de pure marchandise qu'on embauche et qu'on jette en fonction des perspectives de profit des capitalistes. Mais un bon mot d'ordre ne fait pas forcément une bonne politique.

1) Une façon erronée de défendre un mot d'ordre juste

Mais, aujourd'hui, ce mot d'ordre est défendu d'une façon tout à fait erronée par la direction du parti.

Elle cherche, sans doute par souci de « crédibilité » ou de « réalisme », à le présenter comme immédiatement réalisable dans la société actuelle (il suffirait de voter une « loi »¹). Par là même, on tend à vider le mot d'ordre de sa substance pour l'adapter à ce qui semble possible dans le cadre du capitalisme. En effet, on ne peut pas interdire réellement les licenciements en restant dans ce système. On peut bien imposer des choses aux capitalistes par des luttes : des hausses de salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc. Mais on ne peut pas leur imposer de façon durable l'interdiction de licencier dans le cadre de ce système. En effet, c'est pour le capitaliste un droit fondamental, lié à son statut de propriétaire des moyens de production et des forces de travail (les salariés) pendant la journée de travail. On peut seulement envisager une période transitoire où par la force de leurs luttes les travailleurs auraient réussi à imposer un contrôle généralisé sur

la production, contrôlant par là-même aussi les embauches et licenciements. Mais une telle situation ne peut pas durer longtemps : soit les travailleurs poussant leurs luttes jusqu'au bout parviennent à conquérir le pouvoir et assurer l'interdiction des licenciements, soit ils reculent, sont défaits et le contrôle sur la production imposé temporairement disparaît et l'interdiction des licenciements avec.



Selon la direction de notre parti, il ne s'agirait plus d'interdire aux patrons de licencier (en les dépossédant de leur pouvoir économique, c'est-à-dire en les expropriant), mais de leur faire prendre en charge, collectivement, le coût de leurs licenciements ! La position du NPA devient alors une variante du projet de « sécurité sociale professionnelle » ou « sécurité emploi-formation », porté par la CGT ou le PCF. Le patronat serait invité à garantir la « continuité du contrat de travail », c'est-à-dire le maintien du salaire (et des droits qui vont avec), mais pas le maintien de l'emploi. Autrement dit, il s'agirait de mieux indemniser les chômeurs dans le cadre du système en place, en entretenant l'illusion que le système a des marges de manœuvre telles qu'il permettrait de garantir cette continuité de revenu. C'est la logique réformiste et illusoire qui prétend qu'on peut satisfaire les revendications des travailleurs en gouvernant dans le cadre du système, à condition de « faire payer les patrons ».

Dans une interview sur *France info* le 17 janvier², Philippe Pou-

tou ne parvient pas à dire qu'il faut s'opposer aux délocalisations. Il botte en touche, en affirmant que l'important est la « *continuité du contrat de travail* » et que « *ce qui compte, c'est la protection du salarié, c'est pas tellement si on délocalise ou pas, puisque de toute façon les mouvements de l'économie mondiale se font* ». De peur de passer pour un protectionniste, Philippe Poutou en vient à ne pas oser s'opposer à la liberté de circulation des capitaux et des marchandises... et donc au pouvoir des capitalistes de licencier en fonction de leurs intérêts.

Cette façon de poser le problème est erronée non seulement parce qu'elle ouvre une perspective illusoire, mais aussi parce qu'elle est déconnectée des luttes réelles contre les licenciements et suppressions d'emploi. C'est d'autant plus paradoxal que, lorsque Ford a voulu fermer son entreprise, le camarade ne s'est pas posé la question de savoir si la défense de l'usine et de tous les emplois était ou pas protectionniste : il s'est à juste titre, avec ses collègues de travail, battu pour maintenir au maximum les emplois, refusant de céder à la pression pour accepter la fermeture avec des primes. Il a eu mille fois raisons et il a mené un combat exemplaire. Mais c'est justement la généralisation d'un tel combat, le regroupement des bagarres que nous devons défendre.

Malheureusement, cette réponse n'est pas une « boulette », mais bien de la ligne assumée et revendiquée par la direction du parti. Ainsi, au début du mois de mars, Philippe Poutou a signé dans *Le Parisien* une réponse à

1. C'est la position commune du NPA, de LO, et du POI

2. http://www.dailymotion.com/video/xnukn8_interview-de-philippe-poutou-sur-france-info-le-17-01-2012_news

une question sur l'interdiction des licenciements. Il y réaffirme les mêmes positions¹.

Question du journal *Le Parisien* (édition du vendredi 2 mars 2012) : Vous voulez interdire les licenciements. Que se passe-t-il lorsqu'une entreprise n'est plus rentable et doit déposer le bilan ?

Réponse de Philippe Poutou² : Pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises (TPE) qui ne sont pas florissantes ou plus rentables, il faut mettre en place une nouvelle branche de la Sécurité sociale. Il s'agirait d'une caisse spéciale financée par la taxation des bénéfices des grosses boîtes. Cela permettrait à l'ensemble des entreprises d'assurer la pérennité du contrat de travail. Et en ce qui concerne les grosses entreprises, il faut impérativement que les salariés et les pouvoirs publics puissent s'assurer que leurs difficultés sont bien réelles. Si c'est le cas, cette caisse spéciale garantirait les salaires comme revenus de transition, en attendant de retrouver un emploi. Il faut mettre en l'accent sur la reconversion, d'autant que l'on dispose des moyens pour le faire. N'oubliez pas que la moyenne de deux mois de revenus d'un dirigeant du CAC 40 vaut ce que peut gagner un smicard pendant toute sa carrière »

2) Une façon transitoire de défendre le même ordre : partant des luttes et conduisant vers le gouvernement des travailleurs

Soit on explique qu'il est incompatible avec le capitalisme, ce qui permet d'orienter la discussion sur les moyens à mettre en œuvre pour rompre avec le capitalisme. C'est la logique transitoire propre à une stratégie révolutionnaire concrète : partir des reven-

dications des travailleurs pour en arriver à la conclusion qu'il faut pour les satisfaire pleinement que les travailleurs prennent le pouvoir et exproprient les capitalistes.

Il ne faut donner aucune illusion : quand le système est en crise, il doit se « purger », c'est-à-dire licencier massivement, réduire les salaires, pour espérer se refaire une santé. Le capitalisme se dévoile dans toute sa monstruosité, et nous vivons une période où la survie de ce système ne peut passer que par un abaissement du niveau de vie des travailleurs. C'est pourquoi nous voulons rompre avec ce système, c'est-à-dire exproprier les capitalistes et permettre aux travailleurs de s'approprier collectivement les moyens de production pour produire en fonction des besoins sociaux. La production serait planifiée démocratiquement et le travail réparti entre tous, ce qui permettrait d'éliminer le chômage et de réduire le temps de travail. Nous en avons les moyens techniques et humains dès aujourd'hui. Il faut nous en donner les moyens politiques.



Cette perspective politique implique bien sûr dans l'immédiat de se battre pour empêcher par la lutte la fermeture des entreprises et toute suppression d'emploi, en cherchant à regrouper ces bagarres et à poser la question de façon visible pour les masses. Cela pourrait ouvrir la possibilité d'organiser une bataille plus large sur ces questions, d'élargir le front unique en rassemblant des syndicats et des partis politiques à l'échelle nationale, capables d'entraîner les

travailleurs d'entreprises qui ne sont pas actuellement touchées par un plan de suppression d'emploi. C'est dans ces luttes que les travailleurs pourraient faire les expériences les conduisant à des conclusions révolutionnaires sur le sujet.

Dans cette logique, on aurait pu répondre de la façon suivante à la question posée par le *Parisien* : « Dans le cadre du système capitaliste, une entreprise qui n'est pas rentable doit en effet fermer et les salariés se retrouvent à la rue. C'est inacceptable. Il faut se battre contre la fermeture et contre tout licenciement, en ayant recours à la grève, jusqu'à l'occupation de l'entreprise. Si cela ne suffit pas, les travailleurs peuvent même relancer la production sous leur propre direction, tout en exigeant l'expropriation : des exemples prouvent que l'on peut produire sans patron. Comme l'État (loi, gouvernement, tribunaux, police,...) va tout faire pour l'empêcher, il faut s'efforcer de créer une grande solidarité des salariés de la région, de se regrouper avec d'autres travailleurs d'entreprises en lutte et d'obtenir le soutien le plus large possible des syndicats. Mais cette situation ne peut être que provisoire, car, soumise à la concurrence, l'entreprise relancée par ses travailleurs risque à nouveau de couler. Il n'y a pas de solution durable à ce problème dans le cadre du capitalisme. Pour sauvegarder l'emploi et le niveau de vie, il faut une mobilisation de masses des travailleurs balayant les gouvernements qui veulent nous faire payer la crise, instaurant un gouvernement composé à tous les niveaux des salariés (ouvrier d'automobile, infirmière, facteur, caissière, etc.) et exproprier les grands groupes capitalistes ».

Gaston Lefranc et Antoni Mivani

1. Olivier Besancenot également sur RMC lundi 26 mars : <http://www.npa2009.org/npa-tv/all/all/31620>

2. Cf. <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/ma-question-a-02-03-2012-1885911.php>

La tartufferie de l'égalité des temps de parole

Officiellement, depuis lundi 19 mars (soit moins de 5 semaines avant le 1er tour), les candidats sont traités à égalité dans les médias audiovisuels.

Cette égalité, censée être garantie par le CSA, est en fait la poursuite du règne de l'inégalité réelle derrière le paravent de l'égalité formelle :

1) Il s'agit d'une égalité du temps de parole (expression des candidats) et non d'une égalité du temps d'antenne (qui englobe également les commentaires journalistiques, analyses, reportages). C'est seulement deux semaines avant l'élection que les chaînes sont tenues de respecter l'égalité du temps d'antenne. En attendant, ils sont tenus de respecter « l'équité » ... c'est-à-dire qu'ils font en gros comme ils veulent ! Même quand il y aura une « égalité du temps d'antenne », comment considérer comme « égal », les commentaires dédaigneux d'un Elkabbach ou d'un Duhamel sur Poutou, et leur cirage de pompe des puissants ? L'égalité du temps d'antenne ne saurait faire oublier le monopole des « éditocrates » de la bourgeoisie.

2) L'égalité du temps de parole est une égalité du temps de parole global, mais rien n'empêche (sauf en principe dans les 15 derniers jours) les médias de donner la parole à Poutou à 1h du matin,

et à Hollande et Sarkozy à 20h.



3) Alors que la campagne est censée battre son plein et intéresser plus que jamais les gens, les directeurs des grands médias audiovisuels ont décidé ... de supprimer les émissions politiques en « prime time ». Ainsi, les émissions « Des paroles et des actes » (à 20h30 sur France 2) et « Paroles de candidat » (à 20h30 sur TF1) sont supprimées précisément les 5 dernières semaines avant l'élection. Du coup, les « petits candidats » ne pourront pas s'exprimer lors des heures de plus grande écoute, et les gens seront privés de débats contradictoires à 20h30. Que vaut une « égalité » des temps de parole si les candidats sont privés d'émission à grande écoute pour pouvoir s'exprimer ? Ce n'est pas très grave pour les gros candidats (qui sont connus et qui ont pu largement s'exprimer avant) mais c'est

évidemment un scandale démocratique pour les « petits » candidats.

Les directeurs de radio ont d'ailleurs montré leur hargne à ne pas donner la parole aux « petits candidats » en écrivant une lettre ¹ au Conseil constitutionnel pour qu'il mette fin à la règle de l'égalité ! Un exemple parmi d'autres : voilà ce que dit le directeur de la rédaction de BFM TV (Hervé Béroud) de cette règle démocratique élémentaire : « *c'est une règle obsolète, injuste et inégalitaire* ». Pathétique société du spectacle où tout est inversé, où le monopole médiatique des chiens de garde du capital transforme le mensonge en vérité.

4) Enfin, comme si cela ne suffisait pas, l'organe censé garantir le respect de « l'égalité » vient de s'appuyer sur des faits divers (qui font « diversion » aussi dramatiques soient-ils) pour « suspendre » la règle de l'égalité. Dans un communiqué publié mercredi 21 mars, le CSA vient de prolonger jusqu'à nouvel ordre sa décision « *de ne pas décompter les temps de parole et les temps d'antenne des candidats à l'élection présidentielle et de leurs soutiens, lorsqu'ils se rapportent aux événements tragiques survenus à Montauban et à Toulouse* ». Autrement dit, Sarkozy et ses sbires vont pouvoir déverser leur prose sans limite afin d'essayer de capter l'émotion populaire au profit de leur projet politique réactionnaire.

Gaston Lefranc

1. Cf. http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/France/La-fronde-des-radios-contre-les-regles-du-temps-de-parole-NG_-2012-02-09-766973

Pas de trêve électorale : les travailleurs de FBFC ont fait 8 jours de grève contre l'austérité salariale

Le site nucléaire d'Areva de Romans sur Isère se compose de deux installations nucléaires de base (INB) exploités par FBFC

En 1957, Romans a accueilli la société *CERCA* (*Compagnie pour l'Etude et la Réalisation de Combustibles Atomiques*), premier producteur mondial d'éléments combustibles pour les réacteurs de recherche.

Puis, en 1977, la *FBFC* (*Franco-Belge de Fabrication de Combustible*) s'installe à ses côtés et devient le premier producteur mondial d'assemblages de combustible pour les réacteurs nucléaires de la filière REP (Réacteur à Eau sous Pression). En 1978, la société *FBFC* devient l'exploitant nucléaire des deux Installations Nucléaires de Base (INB) du site de Romans (la *CERCA* commercialisant les fabrications d'un des deux sites), qui fabrique jusqu'à 1 800 tonnes d'uranium pour la fabrication de poudre ou de granulés d'oxyde d'uranium (UO₂) et jusqu'à 1 400 tonnes d'uranium sous forme d'oxyde pour la fabrication d'assemblages combustibles (pastilles, embouts, crayons de combustibles). Depuis 2001, elle est une filiale à 100% d'Areva (comme la *CERCA*) et emploie aujourd'hui 750 salariés. C'est le 2^e employeur, après l'hôpital, de la commune.

Déclenchement de la mobilisation suite à l'annonce d'un plan de rigueur

L'annonce par la direction du plan d'action stratégique 2012/2016 le 12 Décembre 2011 traduisait une volonté affichée

d'imposer la rigueur aux salariés. Il a provoqué une grande colère et un énorme rejet de la part des travailleurs d'AREVA et plus particulièrement de ceux de la *FBFC* Romans. Ils repoussaient l'idée qu'ils devaient payer la crise et les erreurs d'Areva. A juste titre, ils ne se sentaient nullement responsables de la situation au nom de laquelle la direction les invitait au sacrifice dans une conjoncture difficile pour le groupe.

Le gel des salaires est ressenti comme un camouflet au regard de leur travail et de leurs qualifications alors que l'inflation (2,3% sur un an en février 2012) et les mesures d'austérité mises en place par le gouvernement Sarkozy/Fillon vont amputer largement salaires et conditions de travail.

Après un premier débrayage d'une heure devant le bâtiment administratif le 26 janvier qui avait été massivement suivi par les travailleurs, la colère est encore montée d'un cran après les négociations annuelles obligatoires (NAO). Lors de celles-ci, la direction répondait avec toute l'arrogance qui caractérise les nantis, à savoir une fin de non-recevoir : elle n'a proposé, pour solde de tout compte, qu'une prime annuelle de 500€, à prendre ou à laisser.

Cette fin de non-recevoir et cette arrogance a renforcé la détermination des travailleurs, d'autant que le groupe *Areva* fait des centaines de millions de bénéfices chaque année depuis 2001. Et s'il affiche des pertes cette année, c'est à cause d'investissements hasardeux dans des mines d'uranium (perte de 2 milliards d'€) ou de l'enlèvement du chantier de l'EPR en Finlande, dont les travailleurs

ne sont en rien responsables.

Après l'échec de la NAO, les 350 travailleurs du site romanais (soit la totalité des ateliers de production) décidaient le 1^{er} mars, en assemblée générale, d'entamer une grève illimitée avec le soutien de l'intersyndicale CGT/CFDT.

Le groupe Areva en quelques chiffres

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 1 979 millions d'€ au 1^{er} trimestre 2011, en croissance de 2,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2010. Au 31 mars 2011, le carnet de commandes du groupe a atteint 43,5 milliards d'€, stable par rapport au 31 mars 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé hors de France s'élève à 1 220 millions d'€, en hausse de 12%, et représente désormais 62 % du chiffre d'affaires total. Le groupe comptait 47 851 salariés fin décembre 2010 dont 56% en France, 22% en Europe, 15% aux Amériques 16% en Asie.

Dès lors, les travailleurs élaboraient un cahier de revendications et décidaient de le porter par une grève illimitée

Les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, ont défini les revendications principales suivantes :

- Hausse générale des salaires de 2,5% avec un talon (hausse minimale) de 70 €
- Intégration de la prime de 500€ dans le salaire soit 42€ mensuel
- Augmentation de la prime de transport qui est loin de couvrir les frais de déplacement au vu de la flambée des prix des carburants

Les salariés ont rappelé que sur la période 2007-2010, les bas salaires n'avaient progressé que de 3.8% alors que l'inflation était de 6.6%. Sur la même période, les hauts salaires progressaient de



Les salariés de FBFC rassemblés devant leur entreprise le 1er mars 2012

10%. A cette dégradation salariale s'ajoutait celle des conditions de travail : la production est passée de 550 tonnes à 800 tonnes cette année, avec moins de personnel. Des intérimaires sont là depuis des années, jusqu'à 13 ans pour certains, sans perspective d'embauche.

La direction s'est empressée de rejeter en bloc les revendications des salariés, au nom de la compétitivité et du fait qu'en période de crise tout le monde doit se serrer les coudes.

Pour montrer leur détermination, les travailleurs ont paralysé l'usine par un piquet de grève bloquant tout accès. Par ces modes de luttes, ils frappaient au cœur de la production puisque tout enlèvement de combustible nucléaire était impossible.

Un employé gréviste explique ainsi¹ : « *C'est en quelque sorte notre trésor de guerre* ». Stéphane Sellier, délégué CGT, explique que l'augmentation des salaires et l'intégration de la prime sont « *un moyen d'être récompensés des efforts que nous avons effectué les années passées, et cela serait un acquis pour nos retraites et notre prime d'ancienneté* » et craint que la politique du gel des salaires ne s'étende à l'année 2013.

Dans le même temps, Didier Rocrelle, directeur de production

a une toute autre approche du conflit et il tente d'expliquer que « *les grévistes doivent comprendre que tout le monde doit faire des efforts* » et que c'est la perte de compétitivité du groupe conjuguée à celle de 2,4 milliards d'euros qui a poussé Areva à mettre en place un plan d'action stratégique sur 4 ans comprenant notamment le gel des salaires. « *Le groupe a décidé de préserver les emplois, plutôt que d'avoir recours à un plan social et que donc l'augmentation des salaires n'est pas négociable* » affirme-t-il.

Malgré les provocations (forces de police, huissier) et les pressions impitoyables afin de casser le mouvement, la grève a duré 8 jours.

Relevé de fin conflit

Cependant, face à l'ultimatum de la direction qui conditionnait l'octroi de quelques concessions à la reprise du travail vendredi 9 mars, les organisations syndicales ont défendu la fin de grève, qui a été entérinée par un vote des salariés.

Pour mettre fin à la grève, la direction a concédé l'embauche de 6 personnes, l'augmentation du taux d'intéressement (de 9% à 10%) ou encore l'étalement des jours de grève. Ce sont certes des

avancées mais la direction n'a pas satisfait les principales revendications, notamment en refusant augmentation substantielle de salaire.

Le rôle de la CFDT dans le conflit

La CFDT, qui est la 1ère organisation syndicale du site, ne proposait au départ au personnel que des actions ponctuelles, pour répondre aux prétentions cyniques de la direction sur la NAO. Mais le personnel en AG a décidé de s'engager dans un mouvement de grève illimitée à compter du 1/03/2012 sur la base des revendications énoncées ci-dessus obligeant les organisations syndicales CFDT et CGT à s'engager.

Après 8 jours de grève et en raison notamment en l'absence de solidarité des sites drômois, la détermination des travailleurs romains s'est peu à peu émoussée d'autant que la direction avait lancé un ultimatum qui stipulait que passé le 9 à 13h45 elle remettait en cause les acquis des discussions qui avaient eu lieu lors de la grève.

Faute de stratégie syndicale pour étendre la grève, et compte tenu du positionnement des syndicats pour la signature de l'accord, les salariés ont logiquement cessé la grève.

1. <http://www.ledauphine.com/drome/2012/03/05/fbfc-romans-la-production-a-l-arret>

Le mouvement aurait-il pu s'étendre au site de Pierrelatte ?

FBFC Pierrelatte créé en 1983 sur le site du Tricastin est l'un des trois sites nucléaires d'Areva qui fabrique des assemblages de combustibles pour les réacteurs nucléaires de la filière REP (réacteur à eau sous pression et des grilles pour les assemblages MOX). Pierrelatte a donc les mêmes revendications que Romans et la solidarité ouvrière des deux sites aurait dû s'exprimer dans toute sa force pour faire plier Areva. Alors que le 5 mars, une délégation du site de Pierrelatte est venue soutenir les grévistes romains et a an-

noncé que Pierrelatte pourrait se joindre au mouvement de grève sur la base de ces mêmes revendications, il n'en fut rien. Qu'est donc devenue cette solidarité si chaudement présentée par les syndicalistes ? Une annonce ou un discours déconnecté de la réalité ?

Que leur a-t-il manqué ?

Pour que la solidarité ouvrière s'exprime dans toute sa puissance avec la perception que tous ensemble tout est possible, il eut fallu que les travailleurs du nucléaire romains soient en capacité d'organiser et d'élargir la grève et la solidarité sur leur propre bassin. Mais

les travailleurs ont du faire face à la passivité des organisations syndicales qui auraient dû impulser cet élargissement de la grève. Il a manqué aux travailleurs une organisation politique capable de donner des perspectives et d'impulser l'auto-organisation afin d'enlever la direction du mouvement aux dirigeants syndicaux qui tiraient le mouvement en arrière.

Il n'empêche que malgré ces manques cruciaux, ils ont tenu dans l'unité 8 jours face à Areva, et cette puissante machine capitaliste a été obligée de concéder quelques avancées pour les travailleurs.

Jean Veymont

SwissTex Valence ne doit pas mourir ! Nationalisation sous contrôle des travailleurs de l'entreprise !

Dans la bataille capitaliste qui fait rage en cette période de crise, les travailleurs du fabricant de machines textiles SwissTex France à Valence anciennement RITM (voir notre interview du secrétaire CGT de l'entreprise en 2010, avant la reprise de la RITM par SwissTex : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=139>) sont de nouveau ballottés dans la tourmente au gré des appétits des charognards de ce secteur.

Le 21 avril 2010, lorsque le tribunal de commerce de Romans, après l'expiration des trois mois de redressement suite à un dépôt de bilan de RITM entérinait sa reprise par l'entreprise suisse *Swiss-Tex*, c'était le soulagement pour les travailleurs. Le repreneur suisse s'engageait à garder les cinq lignes de produits ce qui signifiait que le

nouvel effectif se situerait autour de 92 travailleurs. Dans cette opération réglée sur le dos des salariés c'était pourtant 50 d'entre eux qui se retrouvaient au chômage ce qui n'empêchait pas le délégué CGT de trouver « une vraie cohérence à travailler ensemble »¹ (avec les suisses de *SwissTex*).

L'histoire de RITM est éloquente Dans ce marigot, les caïmans se mangent entre eux

RITM est née au début du siècle, sous le nom de *Victor Pain* pour devenir ensuite une SA *Pain-Bourgeois*. Elle atteint un rayonnement international après son rachat par ACBF. A sa fermeture en 1984, Bernard Terrat crée ICBT, jusqu'au rachat en 2000 par le groupe industriel suisse *Rieter*.

Fin 2006, suite à la décision du groupe *Rieter* d'abandonner les

fils synthétiques, l'entreprise est mise en vente et l'activité se poursuit sous le nom de RITM. Dans le même temps, *Bavaria* domicile à Munich reprenait au groupe *Rieter* la partie extrusion (équipements de production pour les fils de filaments) donnant naissance à *Swiss-Tex Winterthur AG* (filiale de *Bavaria*).

Le 21 avril 2010, le tribunal de commerce de Romans a prononcé la reprise de RITM par *Swiss-Tex Winterthur AG*. En décembre 2011, *SwissTex Valence* est devenu à 100% filiale de *Bavaria*.

Pour 2012, le carnet de commande est rempli à 90% dont 98% va à l'exportation. Même si c'est une entreprise financièrement viable et rentable, elle manque de trésorerie : il manque un fond de roulement de 2,5 millions d'€ pour honorer le carnet de commandes. Assoiffée de profit, *Bavaria* refuse d'alimenter la trésorerie pour faire

1. « Ce sont un peu nos cousins, explique-t-on à la section CGT, nous avons fait partie du même groupe suisse à l'époque Rieter. Les machines qu'ils fabriquent se situent juste en amont des nôtres et nous avons beaucoup de clients communs. Il y a donc une vraie cohérence à travailler ensemble »



Philippe Poutou avec des salariés de SwissTex

mourir le site et produire ailleurs pour faire plus de profit encore.

Le comble de l'ignominie et de l'arrogance est atteint : les travailleurs et leur outil de travail seraient donc sacrifié sur l'autel de la rentabilité : en l'absence de liquidités, *SwissTex* a été placé le 21 mars, par le tribunal de commerce de Romans, en liquidation judiciaire avec un mois pour retrouver un repreneur.

Une nouvelle fois, l'inquiétude est grande sur l'avenir de l'entreprise et ne repose selon la CGT que « *sur une reprise par une autre société* ». « *Nous avons besoin du soutien de tous les acteurs (publics, collectivités, privés,)* pour que l'entreprise continue à vivre »

Philippe Poutou, est venu soutenir les travailleurs au tribunal de commerce

Avant son meeting de Grenoble, Philippe Poutou est passé par Romans-sur-Isère pour y rencontrer les travailleurs de *SwissTex*.

Il a tenu à rappeler qu'il était l'ouvrier candidat qui avait connu cette même situation à Blanquefort alors que *Ford* voulait fermer son usine mais que l'unité, la pugnacité, la résistance des travailleurs avaient réussi à faire mettre genoux ce géant industriel. Il comprenait d'autant mieux leur colère et les a exhorté à se battre par une révolte collective pour changer la donne en leur rappelant qu'il revendiquait que les licenciements et les délocalisations pour les entreprises-soient interdits.

Une seule solution : la nationalisation sous contrôle ouvrier !

Depuis des années, une poignée d'industriels et d'actionnaires rapaces, avides de dividendes ont réussi à faire payer la crise aux travailleurs : *RITM* hier, *SwissTex* aujourd'hui. A chaque fois, le rachat a conduit à des restructurations avec son cortège de licenciements.

Partant de ce constat les travailleurs ne peuvent plus, ne

doivent plus croire aux promesses de ces détresseurs sans foi ni loi. Aucun repreneur ne peut garantir l'emploi : il ne peut que dépecer un peu plus l'entreprise, y prélever le maximum, pour ensuite la liquider à nouveau.

Il est temps de renverser la vapeur et de comprendre que toutes ces formes de pérennisation ne reviennent qu'à reproduire le fonctionnement du capitalisme avec son corollaire : l'exploitation et la misère.

Pour les travailleurs, c'est donc le moment :

- De mettre sous bonne garde leur outil de travail (machines, stocks)
- De populariser leur lutte et leurs revendications sur tout le bassin valentinois et dans toute la filière
- De réquisitionner sans indemnité ni rachat leur entreprise et de la placer sous leur contrôle, tout en exigeant la nationalisation pour garantir le maintien de tous les emplois

Jean Veymont

Conseil Politique National du NPA (24-25 mars 2012)

Une dépolitisation aggravée, qui ne s'explique pas seulement par la nécessité de contrer la GA

Une dépolitisation aggravée, qui ne s'explique pas seulement par la nécessité de contrer la GA

« Depuis quatre mille ans il tombait dans l'abîme. » C'est certainement ce que répéterait Victor Hugo au sujet du NPA s'il assistait aux CPN. Pourtant, l'obtention des signatures aurait dû permettre un regain d'espoir et une concentration sur les questions de fond. Comme direction du parti, le CPN aurait dû discuter avant tout des axes de campagne, des interventions de Philippe, de la façon de mettre en avant un programme cohérent partant des revendications et axé sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, donc sur l'objectif de l'expropriation des grands groupes capitalistes et du gouvernement des travailleurs. Car il faut dire la vérité à la classe ouvrière, aux jeunes, aux femmes face aux mesures terribles qui s'annoncent au lendemain des élections, quel que soit le gouvernement. Et c'est aussi la seule façon d'affronter la montée du Front de gauche, de combattre les illusions réformistes et chauvines, de lui disputer l'hégémonie politique parmi celles et ceux qui luttent.

Or la discussion politique a été réduite à trois heures, avec un affrontement stérile entre la majorité P1A/P2 (le centre et la gauche de la direction) et la GA (droite du NPA), l'une appelant à se mobiliser pour la campagne (comme si cela pouvait tenir lieu de ligne), l'autre chantant les louanges du FdG. La résolution politique est en net recul par rapport aux précédentes, qui étaient déjà très in-

suffisantes et confuses : il n'y a presque rien sur le programme et, pour la première fois depuis la Conférence Nationale de juin, l'objectif du gouvernement des travailleurs n'y figure même pas (rejet massif de notre amendement). Il est vrai que les résolutions politiques précédentes n'ont guère été appliquées dans la campagne, notamment sur cette question centrale, au mépris de la démocratie. Mais cette dépolitisation accrue du CPN est inacceptable et nous regrettons en particulier que la P2 ait renoncé à tout combat de fond, allant jusqu'à retirer ses propres amendements !

Alors que la campagne du Front de gauche connaît une dynamique indéniable, il serait pourtant urgent de corriger le tir de notre campagne : pense-t-on convaincre les travailleurs de voter Poutou en répétant sur toutes les radios et télévisions que nous sommes très contents du score de Mélenchon et que celui-ci « popularise des solutions qu'on était pratiquement les seuls à défendre » (réunion publique du jeudi 29 mars à Paris) ? Non, les « solutions » de Mélenchon ne sont pas les nôtres : ce sont les « solutions » de Mitterrand en 1981 et elles ne sont que des promesses fumeuses qui ne pourraient que finir en austérité accrue faute de s'attaquer aux rapports de production capitaliste. Voilà ce que nous devrions expliquer de façon offensive dans les médias, pour convaincre que notre projet politique est le seul capable de sortir de la crise par le haut pour les travailleurs.

Nous espérons au moins une discussion sur le second tour de la présidentielle. Ce CPN était

le dernier avant l'élection, c'était une exigence démocratique. D'autant que Philippe comme Olivier ne cessent de dire qu'ils s'agit de battre Sarkozy. Or le CPN a rejeté à une écrasante majorité notre demande que ce soit un point spécifique à l'ordre du jour ! Pourtant, les orientations sont différentes au sein même des tendances : la GA, la majorité de la P1A et une minorité de la P2 sont pour appeler à voter Hollande sans ambiguïtés, alors que la majorité de la P2 et une minorité de la P1A semblent chercher une formulation plus ou moins alambiquée évitant de se prononcer de cette façon. Il était donc crucial de clarifier les enjeux, d'envisager les divers scénarios possibles et de trancher. L'argument de la P2 selon lequel il ne fallait pas polluer la campagne avec la question du second tour ne tient pas : d'une part, les travailleurs nous le demandent et les journalistes interrogent Philippe, qui répond bel et bien ! D'autre part, le fait de décider maintenant de notre ligne pour le second tour n'impliquait nullement d'en faire un axe de la campagne (nous aurions même pu décider de refuser ouvertement de répondre à cette question avant le premier tour). En fait, la P2 a préféré un consensus avec la P1A : la résolution n'appelle pas clairement à voter pour Hollande, mais répète qu'il faut « chasser Sarkozy sans faire confiance à Hollande » et que « nous sommes résolument aux côtés de ceux qui veulent chasser Sarkozy »... Nous avons pour notre part envoyé un projet de motion contre tout appel à voter Hollande et soumis des amendements en ce sens au projet de résolution (votés

par la seule P4).

L'essentiel du CPN a été consacré aux questions du contentieux financier avec la GA, au prix de nombreuses interruptions et d'interminables réunions de tendances. Il était pourtant possible d'en discuter en amont et de réduire le débat à quelques interventions, puisque les positions étaient tranchées, sans chance de se convaincre. C'est ce qu'a montré la décision de la GA de quitter le CPN bien avant sa fin, prouvant sa mauvaise foi alors qu'une vraie solution de compromis lui était proposée. Nous avons évidemment fait bloc avec la majorité contre la GA dont les responsables ont osé crier au scandale suite au recours du référé... alors que c'était la seule solution pour les empêcher de prendre l'argent du NPA au moment même où ils appellent à voter Mélenchon.

Enfin, sur la question d'une conférence nationale début juillet proposée à la fois par la GA et la P1A, nous avons fait bloc avec la P2 pour nous y opposer. En effet, il n'est pas sérieux de prétendre organiser une vraie CN, avec de vrais débats et des textes soumis au vote, en deux semaines après les élections, qui se terminent le 17 juin. Cela ne pourrait donner lieu qu'à des discussions superficielles et avortées, au profit de nouveaux affrontements déléatoires entre les responsables des tendances. En revanche, il était juste de retenir la proposition de réunir des délégués des comités pour faire le bilan de la campagne à partir des expériences réelles et intégrer les camarades que nous pouvons gagner d'ici là. Nous avons donc soutenu la proposition d'une telle rencontre nationale, suivie d'un CPN qui, comme direction entre deux congrès, est chargé de définir les orientations du parti. Malgré l'apparence, la demande d'une CN n'exprimait nullement une volonté démocratique, mais de purs calculs d'appareil. D'une part, la direction GA a décidé de partir du NPA, tout le monde le sait : elle ne

voulait une CN que pour faire entraîner les camarades de sa propre base qui restent fidèles au NPA. D'autre part, la P1A, comme ses responsables l'ont parfois avoué, craint d'être minoritaire face à la P2 après le départ de la GA : elle veut une CN uniquement pour tenter de se reconstituer à la va-vite une base politique, en intégrant les membres de la GA qui décideraient de rester et en espérant être ainsi en meilleure situation pour préparer le congrès. La fureur de la P1A mise en minorité suite au départ de la GA montre combien elle est terrorisée à l'idée de perdre le pouvoir. Quant à l'offensive qu'elle lance dans le parti pour imposer une CN malgré le vote du CPN, elle ne peut que nuire à la nécessaire mobilisation des camarades pour la campagne et en dit long sur sa conception de la démocratie, qui semble s'arrêter au moment exact... où elle est battue dans les votes ! La P1A n'a d'ailleurs aucune leçon à donner : non seulement elle a toujours piétiné les droits de la TC et de la P4, mais, dès le lendemain du CPN, elle a osé violer au CE la résolution qui prévoyait la destitution du trésorier coupable d'avoir tenté de détourner l'argent du NPA au profit de la GA !

Tout cela n'est pas glorieux et exacerbe la crise du parti, mais celle-ci est le résultat inévitable de la confusion généralisée qui a présidé à sa fondation et à la politique menée depuis. Il faut tout faire pour que la campagne soit la moins mauvaise possible en nous appuyant sur ses points forts pour nous adresser résolument à nos milieux. Mais, il faut aussi tirer les leçons de la crise : en ce sens, l'enjeu du congrès de fin d'année ne saurait être que la refondation du NPA sur des bases révolutionnaires.

Proposition pour le second tour de l'élection présidentielle

Si Hollande doit affronter Sarkozy au deuxième tour de l'élection présidentielle, nous proposons que le NPA se positionne de la façon suivante :

« Un nombre important de travailleurs, de jeunes, de femmes, souhaite se débarrasser de Sarkozy. C'est pour cela qu'ils mettront un bulletin de vote Hollande dans l'urne, sans nécessairement lui faire confiance. **Il est logique qu'ils veuillent virer Sarkozy, car celui-ci a mené une politique au service de la bourgeoisie pour faire payer la crise aux travailleurs** : soutien aux licenciements, RGPP, contre-réforme des retraites, blocage des salaires dans le public, cadeaux fiscaux aux riches, politique anti-immigrés, interventions impérialistes en Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire, plans de rigueur à répétition pour réduire les déficits, etc.

Mais nous devons expliquer clairement que Hollande ne constitue en aucun cas une alternative à Sarkozy. C'est pourquoi le NPA n'appellera pas à voter pour Hollande au second tour, ni à « battre Sarkozy dans la rue ou dans les urnes ».

Certes, Hollande laisse entendre qu'il mènerait une politique un peu moins réactionnaire, voire un peu progressiste dans quelques domaines, quoique même sur ces questions il se montre toujours particulièrement flou : critères de régularisation un peu plus souples pour les sans-papiers, possibilité d'accorder les mêmes droits à tous les couples, abrogation de la casse de la formation des enseignants, abrogation de la réforme territoriale, etc. Cependant, **il a annoncé sans la moindre ambiguïté qu'il laisserait en place l'essentiel des lois prises par Sarkozy** : réforme des retraites, RGPP, arsenal anti-immigrés, blocage des salaires dans le public,

plan de rigueur. Il a affirmé ouvertement qu'il pensait lui aussi nécessaire de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB et que pour cela il mènerait lui aussi une politique de rigueur. L'expérience du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce montre que les PS au pouvoir mènent des politiques de rigueur aussi dures ou plus dures que celles de la droite, si les besoins du capital l'exigent. Au Portugal, c'est le PS qui a abaissé les salaires des fonctionnaires, en Espagne, c'est Zapatero qui a envoyé l'armée aux contrôleurs aériens en grève, en Grèce, c'est Papandréou qui pendant deux ans a saigné les travailleurs grecs, pulvérisant leur niveau de vie, pour rembourser la dette et sauver ainsi les banques françaises, allemandes, etc. **Interrogé sur la politique de Papandréou, Hollande a répondu qu'il aurait fait pareil et qu'il aurait même adopté dès le départ un plan d'austérité plus dur, car c'est le gage**

de la réussite. Car, comme l'écrit l'économiste de « gauche » Jacques Mistral, *« l'orientation de la politique économique qui va marquer les trois prochaines années est connue : l'heure sera à la rigueur, la vraie, pas les mesurette d'août 2011 »* (extrait du livre *Droite contre gauche* du Cercle des économistes). Nous ne pouvons donc pas appeler les travailleurs à voter pour un candidat qui annonce ouvertement qu'il va poursuivre et même redoubler les attaques contre les travailleurs.

Nous devons au contraire aider les travailleurs à déjouer le piège de l'élection présidentielle qui vise à les faire voter, sous prétexte du moindre mal, pour un de leurs ennemis de classe, bref à leur faire approuver dans les urnes les coups qu'ils vont recevoir pour opposer ensuite à leur colère la prétendue légitimité des urnes. Cela suppose de dire clairement qu'un bulletin de vote, quel qu'il soit, n'a ja-

mais stoppé une attaque contre les travailleurs. Ce n'est pas dans les urnes que nous arrêterons l'offensive capitaliste pour faire payer la crise aux travailleurs, c'est par la lutte des classes. C'est pourquoi **nous appelons les travailleurs à se préparer pour les durs combats de classe qui s'annoncent, à prendre leurs affaires en mains, à s'organiser et notamment à rejoindre le NPA.** »

Projet de résolution politique CPN 24 et 25 mars 2012 présenté par Antoine, Sandra, Yvan

Le texte complet du projet de résolution avec les amendements P4/Tendance Claire est accessible sur notre site à l'adresse <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=344>

L., L. et M., membres du CPN

Secrétariat National des Jeunes (SNJ) du NPA

Une réunion marquée par la division du parti et le refus de discuter du fond politique

La division du secteur jeune est apparue encore plus nette qu'au dernier SNJ. Les élus de la plateforme X (majoritairement issus de la GA, mais avec également quelques P1A) ont passé la plus grande partie des deux jours en réunion de plateforme non-ouverte, n'envoyant qu'un ou deux observateurs dans les discussions. La tension est particulièrement montée lors de la discussion sur les permanents. Le secteur jeune en compte quatre à temps partiel : deux appartiennent à la plateforme Z (majorité du secteur, liée à la P2, gauche du NPA) et deux à la X. Concernant ces deux derniers, l'un n'assure plus ses tâches depuis janvier, l'autre

a choisi de faire la campagne de Mélenchon. Le contrôle des permanents par la base fait partie des meilleures traditions du mouvement ouvrier : nous avons fait bloc avec la Z pour demander que les deux camarades soient remplacés.

Plus généralement, sur la crise que traverse le NPA, nous avons fait observé que le départ annoncé de la GA n'était pas un fait isolé. En un peu plus de trois ans d'existence, le NPA n'a jamais cessé de connaître des vagues de départ successifs. Cela montre que le NPA s'est construit sur des fondements trop vagues pour être solides. Il convient à présent de refonder le parti sur des bases claire-

ment révolutionnaires, perspective que nous défendrons au prochain congrès et à la prochaine conférence nationale jeune (CNJ).

Une réunion non-mixte s'est tenue, qui a permis de faire des bilans locaux du 8 mars et de tracer des perspectives à l'activité féministe dans le secteur jeune (travail sur du matériel féministe, propositions de topos pour les RIJ). Des problèmes internes ont été soulevés, une certaine "socialisation masculine" aurait tendance à mettre de côté certaines militantes qui pourtant investies dans des instances du secteur jeune, en particulier pour la circulation des informations. Nous trouvons positif que ces problèmes aient été posés dans

un cadre collectif.

À part cela, les discussions ont été trop rapides sur la situation et se sont concentrées sur la campagne présidentielle. Le fort volontarisme qui anime la majorité du secteur jeune lui donne un certain relief. Des succès de participation au meeting sont notables. Les contacts sont nombreux, prouvant que la campagne peut être un instrument de construction. De ce point de vue, nos divergences politiques et stratégiques avec la majorité ne nous empêchent pas de travailler en commun. Cependant, la

campagne pose un certain nombre de problèmes politiques et nous avons proposé une série d'amendements à la résolution, portant notamment sur les axes programmatiques et stratégiques nécessaires pour rompre avec le capitalisme (objectif central du gouvernement des travailleurs, expropriation des banques et des groupes du CAC40, contrôle ouvrier, front unique dans les luttes...) et sur la délimitation d'avec le Front de Gauche. Si certains ont été intégrés, par exemple celui sur les directions syndicales, la majorité n'a pas cru devoir voter

les plus significatifs d'entre eux, au motif que cette résolution se devait d'être courte et ne pas reprendre ce qui avait déjà été voté aux précédents SNJ. Pourtant, on ne saurait se contenter de dire que ce n'est pas par les urnes mais par un troisième tour social que l'on va changer les choses. Car des luttes auront lieu, mais cela ne règle en aucun cas la question de l'orientation politique du parti.

**R. et R., plateforme Y,
soutenue par la Tendance
CLAIRE**

INTERNATIONALISME

Où va la Belgique ?

La Belgique vient de sortir en décembre dernier d'une crise politique de 18 mois. Suite aux élections de 2007, l'élite politique s'était déjà déchirée pendant 6 mois pour former un gouvernement. Cette crise s'appuie en partie sur la montée du nationalisme flamand, mais ce dernier est lui-même surdéterminé par la divergence de plus en plus forte entre les capitalistes des deux parties du pays. Pourtant, la lutte de classe s'invite de plus en plus, et le mouvement des travailleurs peut et doit reprendre l'initiative.

Albert l'austère

Pendant plus d'un an (d'avril 2010 à décembre 2011), ce même commentaire est revenu dans les médias « la Belgique, toujours sans gouvernement depuis X jours, un

record ! ». Une question qui vient assez naturellement que cela peut pourtant soulever est « mais comment est donc dirigé le pays ? ». Et ce n'est pas une question anodine.

En réalité le pays est resté tout au long de la crise politique dirigé par un gouvernement en « affaires courantes », qui a des prérogatives réduites, mais veille à l'intérêt de la bourgeoisie du pays. En effet, il est éclairant de constater que signer le traité de Lisbonne ou participer à l'intervention en Libye fait partie des affaires courantes. En février 2011, c'est le roi Albert II qui demande au « gouvernement d'affaires courantes » dirigé par Leterme¹ d'élaborer un plan d'austérité pour les prochaines années ! Comme l'écrit la LCR², « la monarchie apparaît vraiment dans sa fonction clé de dernier recours du pouvoir bourgeois »³. En ef-

fet, cette demande royale n'était qu'une réaction à une demande expresse du patronat belge⁴.

Si une telle politique est possible sans provoquer de tollé, c'est essentiellement parce qu'il y a un consensus parmi les grands partis bourgeois : le N-VA⁵, le PS (wallon) le SP.A (PS flamand) et les Verts.

En revanche, ils peuvent se différencier sur la question nationale, et c'est là dessus qu'ils font le plus de bruit. Quels sont les éléments historiques qui donnent tant d'importance à cette question aujourd'hui ?

Lutte de classe et nation belge

Il est vrai qu'en comparaison des principaux États-nations européens, la Belgique est une

1. Politicien démocrate chrétien flamand qui a été premier ministre quelques mois en 2008, puis d'avril 2009 à sa démission d'avril 2010. Le roi a alors mis cette démission « en suspens » et a autorisé Leterme à diriger un « gouvernement d'affaires courantes » jusqu'en décembre 2011 (et la mise en place du gouvernement de Di Rupo)

2. Ligue communiste révolutionnaire, section belge du Secrétariat Unifié de la Quatrième internationale

3. Cf. <http://www.npa2009.org/content/crise-politique-en-belgique-coup-detat-en-catimini>

4. http://archives.lesoir.be/vingt-cinq-patrons-ecrivent-au-premier-ministre-la_t-20110113-0174XF.html

5. Parti indépendantiste flamand, conservateur

construction plus artificielle. La raison en est que ces territoires, pour le meilleur et pour le pire, se sont trouvés au carrefour des principales puissances européennes – Royaume-Uni, France, Allemagne – et tiraillés entre elles. Les différents fiefs locaux du Moyen-Âge ont d’abord été unifiés avec les Pays-Bas, dans un ensemble peu centralisé. La bourgeoisie commerçante s’est très tôt développée dans ces villes largement autonomes (États généraux et États provinciaux fréquemment réunis...).

Au XVI^e siècle, la florissante Hollande est le centre d’une révolution bourgeoise qui conduit à la déchirure avec le Sud maintenu dans le giron absolutiste. C’est à ce moment que divergent aussi les religions : le Nord est acquis au protestantisme tandis que le Sud demeure catholique. Ce Sud – la Belgique – sera ensuite gagné par le mouvement de 1789... et envahi par Napoléon. C’est pourquoi en 1815, le Royaume-Uni montant imposera que la Belgique soit rattachée aux Pays-Bas, pour constituer un État tampon, sans demander leurs avis aux peuples concernés.

En 1830 éclate une vague de révoltes populaires et ouvrières, qui, n’ayant pas de direction, est réduite à un « mouvement d’indépendance ». L’État belge dans ses frontières actuelles est né.

Mais le Sud de la Belgique (Wallonie) était plus industrialisé, et la bourgeoisie (y compris la bourgeoisie flamande) parlait français jusque dans les années 1970. Son expression politique, le Parti libéral, a réussi à imposer le français en Wallonie, supplantant les langues wallonnes. Mais pas en Flandre. Non pas tant parce que « l’écart » était trop grand¹, mais parce que les propriétaires terriens du Nord s’y sont opposés, ne voulant pas perdre leur domination sur la campagne flamande via l’enseignement religieux en néerlandais.

dais.

Pourtant la Belgique est restée jusqu’à la fin du XX^e siècle un État unitaire francophone, et les flamands y ont été clairement opprimés. Fait le plus marquant : lors de la première guerre mondiale, les flamands ont été particulièrement utilisés comme chair à canon. Or la social-démocratie n’a pas voulu unifier le mouvement ouvrier belge. En Wallonie, elle s’est mise à la remorque des libéraux bourgeois, et a préféré pour cela adopter leur anticléricalisme plutôt que de chercher l’unité des travailleurs. De plus, les socialistes wallons n’ont quasiment pas pris part à la longue lutte des flamands pour l’égalité des droits. La lourde conséquence, qui pèse encore, fut la domination du mouvement ouvrier flamand par la petite-bourgeoisie catholique.

Ces éléments montrent un fait essentiel : la question nationale est totalement inséparable de l’histoire et en particulier de la lutte des classes. Il n’y a pas de nation « naturelle » qui serait contrariée et qu’il s’agirait de rétablir.

Désunion relative du capitalisme belge...

Car en Belgique, la bourgeoisie francophone, c’est-à-dire historiquement la bourgeoisie belge, est plus affaiblie que jamais.

Historiquement, elle puisait sa force dans l’industrie wallonne, et l’unité du pays était réalisée par le capital financier – en particulier la *Société générale de Belgique* – très lié à la royauté, qui investissait dans tout le pays. Or dans l’après-guerre et surtout après le tournant néolibéral, une profonde restructuration de l’économie du pays va survenir :

– la Wallonie va être durement touchée par la désindustrialisation : fermeture de mines, démantèlement de l’industrie sidérurgique...

– le capital financier belge va s’internationaliser et s’affaiblir relativement dans le pays : rachat de la *Société générale* et des grandes banques (par *Suez*, *ING*, *Fortis*...), de *Petrofina* par *Total*...

– La Flandre, qui avait commencé à rattraper économiquement la Wallonie dans l’entre-deux-guerres, est devenue la région la plus dynamique dans les années 1960.

La Flandre attire de nombreux capitaux étrangers qui y trouvent des terrains moins chers et une main d’œuvre moins combative qu’en Wallonie (dominée par le syndicat chrétien CSC et non par la FGTB « socialiste »), et investissent dans les centrales nucléaires, les infrastructures et particulièrement le port d’Anvers, le troisième au monde.

	Région Flandre	Région Wallonie
Taux de chômage (2011)	5 %	11,7 %
PIB / habitant (2006)	28 554 €	21 909 €

C’est pourquoi la bourgeoisie flamande est devenue plus puissante (les PME flamandes soustraitantes sont en essor). A sa tête, un patronat fort veut tirer partie de la situation.

Car il ne s’agit pas pour la Flandre d’un boom et d’une prospérité hors norme, mais plus modestement du maintien d’une certaine croissance locale dans un contexte de crise mondiale. Et la préservation de cette croissance nécessite une politique bourgeoise offensive : des investissements lourds (notamment autour du port d’Anvers) et une exploitation plus « libre » des travailleurs flamands.

La revendication de plus de fédéralisme est aujourd’hui la politique la plus évidente dans cette voie, et elle est portée par des forces de plus en plus réactionnaires : l’*Alliance Néo-Flamande* (N-VA) qui a fait une percée (29,5 % des voix aux législatives de juin 2010), et le *Vlaams Belang* (extrême droite, 7,6 %). L’idée est

1. Par exemple en France l’alsacien ou le flamand du Nord-Pas-de-Calais ont été aussi estompés que l’occitan.

de réduire les transferts fiscaux du Nord vers le Sud, notamment en scindant en deux la Sécurité sociale ou le droit du travail. D'où les dénonciations croissantes de ces partis à se défaire du « boulet wallon » et autres « éternels grévistes » du Sud. Cela dit, certains font remarquer que la séparation nuirait très probablement aux deux nouvelles entités, par exemple avec la dette publique : les créanciers exigeraient des taux d'emprunts supérieurs à celui de l'Etat fédéral. D'un point de vue pragmatique, il y a également un problème inextricable : à qui reviendra Bruxelles en cas de divorce ?

Selon la LCR, il n'y a plus de capitalisme belge. Le *Parti Socialiste de Lutte* (PSL, section belge du CIO¹) soutient le contraire. En tous cas, il existe bel et bien des relations entre patrons belges, et un lobbying commun². La FEB (équivalent du MEDEF) fonctionne d'ailleurs à l'échelle belge. Il semble également qu'il existe un consensus parmi la grande bourgeoisie pour repousser la solution séparatiste : la FEB intervient dans le débat pour défendre l'unité nationale, le prince Philippe critique publiquement le *Vlaams Belang*...

Mais surtout instrument de division des travailleurs

L'insistance des politiciens sur les soi-disant intérêts communautaires divergents est surtout un moyen efficace pour diviser les travailleurs et donner des profils différents à des partis qui fondamentalement défendent la même orientation anti-sociale. C'est à la fois le produit de la crise rampante (moins de moyens publics rendent plus difficile d'assurer le bilinguisme par exemple) et le moyen d'en détourner le regard.

Malheureusement, c'est efficace. On l'a vu, cela remonte à des

trahisons historiques de la social-démocratie, qui ont encore des effets. En 1978, le *Parti Socialiste Belge* scissionne en deux ailes communautaires, la social-démocratie ayant déjà largement abandonné le terrain de la lutte de classe. Du côté francophone, le PS a réussi à s'accrocher au pouvoir en appliquant le tournant néolibéral... grâce au discours « ce sont les flamands réactionnaires qui nous l'imposent ». Pire, en 1985, Jean-Marie Dehousse, dirigeant PS de l'exécutif wallon, lâche qu'il se sent plus proche d'un patron wallon que d'un ouvrier flamand.

Au niveau syndical, la question communautaire a aussi créé des divisions. Par exemple, lorsque l'enseignement a été régionalisé, les syndicats de l'enseignement ont suivi le mouvement. Fait symptomatique : aucune victoire n'a pu être arrachée depuis dans ce secteur. Heureusement, les deux centrales, la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC), et la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) restent nationales. Les syndicats sont un puissant facteur d'unification, notamment parce qu'ils gèrent la sécurité sociale – ce qui explique en partie le taux de syndicalisation de 52%.

Malgré tous ces facteurs historiques sur lesquels surfent la droite et la social-démocratie, un sondage de 2008 indique que 53% des belges estiment que le plus inquiétant est la pauvreté et le pouvoir d'achat, face à 26% qui estiment que c'est l'éclatement de la Belgique. Il faut noter aussi que la popularité du *Vlaams Belang* lui vient surtout de la xénophobie et de la posture « anti-corruption », plus que du séparatisme flamand.

Donc, même si nous ne devons faire aucun fétichisme des frontières des Etats, il est clair que dans le contexte actuel, la mise en avant des questions communautaires se fait au détriment de la lutte de classe.

A l'inverse, Jean-Luc Mélenchon se plaît sur son blog³ à inventer un mythe national, sous-entendant que les wallons seraient tellement français dans leur nature qu'ils n'attendent qu'une annexion par la France... Et le nationalisme n'est jamais loin, car la façon dont il passe sous silence l'oppression subie par les flamands et décrit leur lutte pour leurs droits est scandaleuse : « *jusqu'en 1878, la seule langue officielle de la Belgique sera le français. Puis un lent grignotage va donner au Flamand une assise et des exigences, puis des sectarismes, qui culminent aujourd'hui dans les persécutions contre les francophones majoritaires dans plusieurs communes des alentours de Bruxelles* ». Lorsque Mélenchon écrit « *les flamands sont grossièrement séparatistes* », il étale aussi grossièrement sa nostalgie d'une bourgeoisie francophone dominante.

La lutte contre l'austérité comme combat commun nécessaire !

Or les attaques qui s'annoncent comme conséquences de la crise du capitalisme ont une chance de cristalliser un sursaut commun des salariés belges. Car lors du krach financier de 2008, la dette publique belge a augmenté de 44 milliards d'euros. Il a notamment fallu renflouer *Fortis*, *Ethias*, *BNP Paribas*, et *Dexia* (qui... fera finalement faillite en 2011). La dette publique atteint 100% du PIB.

En 2009, le ministre du Budget Guy Vanhengel affirme : « *nous allons entrer dans une période d'austérité absolue. On ne pourra pas éviter les coupes sombres* ». La crise politique a ralenti l'adoption de plans d'austérité, mais le gouvernement Di Rupo (PS) a maintenant annoncé la couleur. Il s'agit d'économiser 25 milliards sur le budget public, et « d'assouplir »

1. Comité pour une Internationale ouvrière, dont la section française est la « Gauche révolutionnaire »

2. http://archives.lesoir.be/entreprises-le-club-discret-des-patrons-belges_t-20110118-017D8A.html

3. <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2010/04/23/quoi-de-plus-grec-quun-belge-en-ce-moment/>

le marché du travail :

- hausse du prix des transports (+6%), du gaz et de l'électricité (+3%), de la télé numérique (+8%)
- augmentation de la durée du « stage d'attente » pour les jeunes, de 9 à 12 mois, c'est-à-dire la période entre la fin d'études et l'inscription comme demandeur d'emploi
- pension de retraite anticipée retardée à 62 ans, s'ajoutant à l'allongement de la durée de cotisation à 40 ans (soit 5 années de plus).
- pension calculée sur les dix dernières années pour les fonctionnaires, au lieu des 5 dernières
- chômage de longue durée et pré-pension ne sont pris en compte pour le nombre d'années de cotisation qu'au niveau du salaire minimum
- les « partenaires sociaux » sont également d'accord pour harmoniser les statuts ouvriers et employés d'ici 2013, mais cela ne va certainement pas se faire par le haut
- la sécurité sociale est également menacée, la régionalisation des allocations familiales est déjà programmée.

Enfin un des acquis majeurs qu'ont conservé les travailleurs belges est l'indexation des salaires sur les prix, même s'il a déjà été érodé en 1993 en ne tenant plus compte des prix de l'essence, du tabac, et de l'alcool (sous des prétextes de santé). Or, si les gouvernements craignent de s'y attaquer, les déclarations d'économistes se succèdent pour accuser ce dispositif d'indexation d'être archaïque, d'être une exception belge et de favoriser l'inflation...

Bien sûr, le PS se donne encore le beau rôle en proposant des contreparties (impôt sur la fortune, léger rabot sur des niches fiscales...) avant de les vider de leur substance dans la négociation avec les libéraux et conservateurs.

La situation sociale en Belgique est globalement comparable à celle de la France (revenu moyen ou indicateurs d'inégalités comparables) avec quelques nuances (50 000 SDF, proportionnellement 3 fois plus qu'en France, taux de chômage autour de 7% intermédiaire entre la France et l'Allemagne...).

Il y a largement de quoi mobiliser les travailleurs et construire une riposte massive. Mais ce n'est pas le chemin choisi par les bureaucraties syndicales qui tiennent les appareils de la CSC et de la FGVB.

Faire sauter le couvercle

La Belgique a une grande histoire de luttes. Sans remonter jusqu'au puissant mouvement de l'hiver 1960, on peut trouver des signes de combativité récents, et en nombre croissants.

Le 30 janvier dernier aurait pu n'être qu'une parade symbolique, vu le mot d'ordre qui consistait à réclamer une politique de relance aux dirigeants des 27 réunis à Bruxelles... Mais les travailleurs s'en sont massivement saisis. Les secteurs les plus divers se sont mobilisés (écoles, sidérurgie, pétrochimie, grande distribution, cheminots, transports...), et la paralysie a gagné le pays et au-delà (trains internationaux, comme *Thalys* et *Eurostar*, et de nombreux vols annulés, aéroport de Charleroi fermé, port d'Anvers affecté...). Et contrairement à celle de 2005, qui était étiquetée « fonctionnaires wallons » et appelée uniquement par la FGVB, le mouvement a été largement suivi en Flandres par les travailleurs de la CSC.

Il faut remonter en 1993 pour retrouver cette situation. A l'époque, il était flagrant que la direction de la FGVB avait sabordé le mouvement... pour ne pas nuire à ses alliés sociaux-démocrates au pouvoir. Mais cette collaboration

démobilisatrice dure depuis longtemps.

Cependant la contradiction devient de plus en plus forte entre le syndicat réformiste et les partis complices des contre-réformes (le PS et son équivalent flamand, le SP.a dont la droitisation est plus avancée). Du côté de la CSC, les liens sont également de plus en plus distendus avec le CD&V (parti chrétien-démocrate) qui est le partenaire traditionnel. Il y a à la fois une radicalisation dans la base des syndicats, et une aspiration à un débouché politique plus crédible dans certaines couches de la bureaucratie. C'est une situation intéressante, mais qui peut conduire à des partis de natures assez différentes selon les forces qui en sont à l'initiative. La LCR s'adresse à la base syndicale, mais semble partager une conception floue du « parti mouvement »¹ proche de l'idée que certains se faisaient du NPA. Le PSL se réfère explicitement au Die Linke allemand² dont on sait pourtant qu'il est dirigé par une bureaucratie antilibérale qui n'utilise les révolutionnaires que comme caution radicale. Le Parti des Travailleurs Belges (PTB), parti issu du maoïsme, est quant à lui sur une ligne sectaire et réformiste, se contentant d'être le plus gros parti de la gauche radicale.

Quoi qu'il en soit, les anticapitalistes belges insistent avec raison sur la nécessité que les syndicats organisent une vraie lutte contre les attaques. La LCR en fait même un axe assez central dans certains de ses tracts, ce sur quoi nous devrions prendre exemple : « *Pas de manifs promenades ! [...] Il est plus que temps de résister : exigeons de nos syndicats le rejet de toute austérité. [...] les syndicats doivent récupérer leur indépendance politique : Anne Demeulene doit quitter le bureau du PS et Luc Cortebecq doit quitter le bureau du CD&V. Il faut choisir* »

1. http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=2307

2. <http://www.partidetravailleurs.be/>

son camp : on ne peut pas être à la fois dans la rue et à la direction de partis qui affrontent la rue. » Toutefois, « ne pas être officiellement » à la direction de ces partis ne mettra pas fin à la collaboration de classe. Il faut se battre dans les syndicats contre la bureaucratie, pour remplacer la direction par des travailleurs combattifs.

Car il est clair que l'eau bout sous le couvercle, dans l'ensemble du pays. Selon une étude, la Belgique est devenue ces dernières années la championne des grèves en Europe (cf. <http://tinyurl.com/greves-belgique>). Il faut par exemple rappeler le fort mouvement de début 2008, qui a surpris les syndicats qui venaient de négocier des conventions collec-

tives assez faibles. La mobilisation a été la plus forte en Flandre, où elle a permis des victoires dans la sous-traitance, des augmentations de salaire dans le public inédites depuis 1994... Tout récemment (20 février), on a vu à la fois la brutalité des capitalistes qui envoient des milices privées aux grévistes de l'équipementier *Meister Sprimont* et la réponse immédiate et déterminée des travailleurs qui les ont enfermés dans l'usine.

Il faut que les révolutionnaires défendent des mots d'ordre mobilisateurs et unifiant, contre les attaques sur la sécurité sociale ou l'index. Il faut aussi défendre la répudiation en bloc de la dette, et non pas comme le fait la LCR un audit et l'annulation d'une suppo-

sée « part illégitime ».

Personne ne lit dans les boules de cristal, mais un certain nombre de facteurs favorisent en Belgique des crises politiques aux fortes répercussions. C'est un pays plus urbain que le notre, plus fortement dépendant encore de l'Europe, et dont la capitale est aussi le centre de l'Union Européenne des capitalistes. Finissons par rappeler que la proximité (géographique, linguistique et... médiatique) avec la France facilite beaucoup la solidarité que nous devons mettre en avant, et cela donne de bonnes raisons de garder l'œil sur la situation de nos voisins.

Ernest Everhard

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Éditorial

- Quel que soit le futur président, nous devons nous préparer à un plan d'austérité d'une grande violence. Seule la lutte des classes permettra de le vaincre ! (p. 2)

France

- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (p. 3)
- Réponse à quelques arguments de camarades qui veulent appeler à voter Hollande au second tour (p. 19)
- Il n'y a rien à attendre d'un éventuel gouvernement du PS ! (p. 22)
- Sur le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements » (p. 26)
- La tartufferie de l'égalité des temps de parole (p. 28)

Luttes de classe en France

- Pas de trêve électorale : les travailleurs de FBFC ont fait 8 jours de grève contre l'austérité salariale (p. 29)
- SwissTex Valence ne doit pas mourir ! (p. 31)

Pour l'orientation du NPA

- Bilan du Conseil Politique National du NPA (24-25 mars 2012) (p. 33)
- Bilan du Secrétariat National des Jeunes du NPA (p. 35)

Internationalisme

- Où va la Belgique ? (p. 36)

Qui sommes-nous ?

La Tendence CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI, certains de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendence CLAIRE a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendence Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la Tendence CLAIRE.

La TC poursuit maintenant son combat originel pour constituer une grande Tendence révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA.

La Tendence CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135).

Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

– Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

– Site de la Tendence CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

– Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr

– Téléphone : 06 64 91 49 63